

Paris :

# LE RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DU 21 MARS

voir notre compte-rendu p.8

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

MARDI

23

MARS

1976

N° 142

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## LA PALESTINE OCCUPEE S'EMBRASE

Le premier janvier 1965, les commandos d'Al Assifa, organisation armée du Mouvement National Palestinien FATH, lançaient leurs premières attaques contre l'occupant israélien. Le peuple palestinien franchissait un pas décisif vers sa libération.

Depuis, par un seul instant, la lutte n'a cessé. Ces derniers mois, elle connaît une nouvelle étape : dans tous les territoires occupés depuis 1948, comme depuis 1967, le peuple se soulève, multipliant grèves et manifestations, prenant toutes les occasions pour dénoncer l'oppression sioniste.

Certains, aujourd'hui, prétendent y trouver la preuve d'une contradiction entre la «résistance», selon eux, extérieure, et les masses des territoires occupés. Vaine spéculation. L'exil, la vie des camps, d'un côté, la répression quotidienne d'un autre, n'ont pas réussi à couper en deux ce peuple, qui vit d'un même souffle.

En janvier 1973, l'Organisation de Libération de la Palestine, dans son Conseil National, décidait de centrer son action politique et militaire sur les territoires occupés. C'est ce programme que les masses, aujourd'hui, mettent point par point en application : résistance des paysans à l'expulsion, lutte contre les vexations racistes, et confessionnels, développement de projets économiques et culturels nationaux pour endiguer l'exode, faire face à l'in-

vasion : autant de questions que les manifestations de ces derniers jours ont soulevées, et qui figurent dans ce texte.

Quant à ceux qui ne veulent retenir de l'action armée de la Résistance que celle menée à partir de l'extérieur, qu'ils sachent qu'au contraire, l'attention la plus grande y a été accordée au développement des moyens de lutte comptant essentiellement sur les masses qui vivent directement sous le joug sioniste.

Le fruit de ce travail, c'est ce qui est recueilli aujourd'hui ; c'est ce que, dès novembre 74, les masses des territoires occupés exprimaient par d'immenses manifestations : l'OLP est bien, et jusqu'à la victoire, le représentant de tout le peuple palestinien.

Devant cette vague sans précédent, l'Etat

sioniste n'a pu faire autrement, cette fois, que d'accepter de siéger au conseil de sécurité de l'ONU pour tenter d'y défendre sa cause. Déjà, les éternels chercheurs de «solution pacifique» y voient un espoir de conciliation, de garantie donnée par le peuple palestinien lui-même, en échange d'un territoire, à la spoliation du reste de son pays.

Ils se trompent : à l'heure où les Etats-unis pensaient pouvoir imposer leur «paix» au Moyen-Orient, le peuple palestinien, tout entier, riposte. Les luttes de masse qui se développent sont le germe des nouveaux pas qu'il franchira, demain, dans sa lutte armée. Elles sont à l'opposé de la tentation du compromis qu'on voudrait lui prêter. Elles sont un progrès important sur le chemin de la victoire.

Jean LERMET

SNCF : 10.000 cheminots contre les contrats de misère hier à Paris

## VERS UNE LUTTE D'ENSEMBLE ?



Hier, du Cours d'Amsterdam à la Gare St Lazare, en passant devant la direction générale (88 rue St Lazare, précisément) 10.000 cheminots de tous les services manifestaient. Le 22 mars, c'était la date prévue des négociations avec la direction. Mais la SNCF, décidée à ne pas céder, a repoussé les négociations «sans doute à mercredi (24/3)».

«Gentil, Assieds-toi et négocie», lançaient à l'adresse des dirigeants de la SNCF, les nombreux cortèges de cheminots, ulcérés, dont les plus combattifs scandaient : «l'Etat est pourri, la direction aussi», et «contrats bidons, refus de négociation - provocation» ! L'indignation des travailleurs devant cette nouvelle mascarade était nette, elle frappait de toute la puissance des voix des manifestants les verrières de St Lazare, dans laquelle se formait le cortège...

suite p. 4

LIBAN

La guerre civile

voir p. 6

OPPRESSION ET RÉVOLTE  
DANS LE CHILI DE  
PINOCHET

voir p. 12 l'article  
de Alain LABROUSSE



## SOMMAIRE

- Le PS et l'Europe -P3-
- Lutttes ouvrières GRIFFET -P4-
- Bourgogne Electronique -P5-
- Liban : après la reprise des combats -P6-
- Thaïlande : les manifestations anti US se multiplient -P7-
- La vie du journal -P10-
- Notre feuilletton Etoile Rouge sur la Chine d'E. Snow
- Argentine au bord du gouffre -P12-

# ENQUÊTE

## CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

### (19) Alimentation : la paupérisation des travailleurs «CE N'EST PAS MIEUX, C'EST DIFFÉRENT»

Dans le domaine de la consommation alimentaire, les résultats de la politique capitaliste sont de deux ordres : il suffit d'interroger les travailleurs pour le mesurer : «On a beaucoup plus de choix qu'avant, des fruits en toute saison, des présentations plus pratiques, mais maintenant aussi on ne s'en sort pas ! En plus, on ne sait pas ce qu'ils mettent dans les aliments. Ce n'est pas mieux, c'est différent !» Tout en augmentant la masse des produits mis sur le marché en développant la conserve et son pendant, l'industrie alimentaire, le capitalisme a pu libérer des forces productives non négligeables, entre autres celles des ménagères mises à l'usine. Pour s'en sortir, dans le peu de temps de libre qu'ils leur restait, les travailleurs ont été obligés de grouper leurs achats au maximum, facteur essentiel dans le développement des super-marchés. Guidé par sa recherche du profit maximum, c'est pourtant une politique au coup par coup qu'a suivi l'impérialisme.

Dans sa course au profit, le capitalisme, en particulier dans le secteur alimentaire a cherché à récupérer une partie de plus en plus importante des salaires chichement octroyés aux travailleurs. Mais les limites étroites du budget des ménages l'ont contraint à tricher au maximum sur la qualité et la quantité.

Un exemple est celui des vins dits courants : la qualité de ces vins s'est tellement dégradée qu'ils sont devenus de véritables produits de laboratoire. Un certain nombre de «scandales du vin» ont éclaté, tout cela a provoqué la méfiance légitime des travailleurs : la vente du «gros rouge» recule, alors que les vins «d'appellation d'origine» progressent sensiblement. Ce qui veut dire que, pour pouvoir consommer un vin «buvable», les consommateurs sont obligés de le payer plus cher ! Cette paupérisation par dégradation de la qualité est parvenue à un point tel qu'il faut maintenant pour arriver à avoir des produits à peu près corrects payer bien plus cher : sous les épithètes flatteuses de «1<sup>er</sup> choix», «Qualité Extra», «Label Rouge», «Façon Campagne», les capitalistes ont fait passer une hausse camouflée du coût de la vie, hausse dont l'indice de l'INSEE ne rend pas compte.

Autre facteur de paupérisation : la transformation des conditions de vie : les difficultés de plus en plus importantes qu'ont rencontrées les familles ont fait que la femme a été appelée à travailler pour ramener un

deuxième salaire. Faute de temps pour cuisiner, les ménagères ont tendance à acheter les aliments qui de-

#### Une conseillère ménagère du Centre Social de Montrapon (Besançon) : «ON SE PRIVE SUR L'ALIMENTATION»

Quotidien du Peuple : D'après ce que tu vois des familles du quartier, qu'est-ce qu'on fait manger aux Français ?

R. : Je voudrais te citer le cas d'une famille du quartier dont le père gagne 1 200 F environ, il y a 3 enfants, eh bien la mère me disait que les 2/3 de son budget étaient incompressibles (remboursement de crédits, faits à des taux usuraires de 25 % environ, loyers, charges, etc...). Alors on se prive sur l'alimentation : du lait, du pain, et de la confiture pour les enfants et un repas le soir seulement pour les parents. C'est bien simple, on a calculé avec elle qu'il lui manquait au minimum 500 F pour manger convenablement.

QdP : Est-ce un cas exceptionnel ?

R. : Je pense que 30 familles du quartier sont dans une situation semblable... Avec un tel budget, on ne peut que se faire escroquer : elle ne peut acheter que la dernière qualité : des boissons pour les enfants avec moins de 5 % de jus de fruit et tout le reste c'est des colorants ; des salades abimées, et de l'huile de colza, des tas de produits avec des additifs, E 110, E 102, etc...

mandent le moins de préparation possible : l'exemple de la pomme de terre est particulièrement significatif. De 1965 à 1970, la consommation par habitant a diminué de plus de 20 kg (99,7 à 79 kg). Les sommes consacrées par les ménages à



l'achat de pomme de terre sont pourtant en hausse sensible, sans commune mesure avec la hausse des prix à la production. C'est que ce produit qui jusqu'ici échappait presque totalement à l'industrie est devenu une

semaine ! En 65, la consommation de bœuf était de 14,6 kg ; en 1970, elle n'était plus que de 13,48 kg par personne, sans parler de la qualité des morceaux.

#### L'OBSTACLE DES PRIX BUTOIRS

La hausse des produits alimentaires a été un moyen de plus, pour le capitalisme, de récupérer une partie des salaires. On connaît l'évolution du prix du bifteck, du pain, du café, etc... Si pendant ce temps, les ménagères se sont reportées sur les grillades plus rapidement prêtes, la situation commence à changer. En effet, le prix élevé du steck (25 à 30 F) constitue un véritable butoir pour les travailleurs. De plus en plus les ménages qui ont moins qu'avant le temps de cuisiner, sont obligés de se rabattre sur des morceaux tels que «le bourguignon» qui demandent de plus en plus de temps à préparer ou sur des viandes de substitution telles que le poulet ou le porc, quand ce n'est pas sur les œufs plusieurs fois par

Les capitalistes de l'alimentation usent de bien d'autres méthodes encore pour voler les travailleurs, accroître leur paupérisation. Les litres de vin ne sont plus des litres : les bouteilles sont passées à 75 centilitres, puis souvent à 73 ou 70 cl, quand elles en sont pas devenues des «pots» de 45 cl.

La lait entier est écrémé, et on vend en plus au prix fort la crème fraîche. Dans les fromages frais, il y a régulièrement jusqu'à 90 % d'eau. Les emballages donnent l'impression du volume, le contenu est souvent décevant !

#### DES BASES POUR LA LUTTE

Devant toutes ces difficultés, les travailleurs ne restent pas indifférents : les men songes de la publicité, la tricherie sur la qualité, la quantité ne trompent plus grand monde. L'impérialisme

#### L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION VUE PAR UN RETRAITÉ DE BESANÇON

Moi, j'ai 67 ans ; c'est vrai que les gens d'aujourd'hui ne mangent plus comme avant. Il y a eu par exemple l'apparition des conserves. Et depuis que les femmes travaillent on trouve toutes sortes de plats cuisinés, il faut des choses qui aillent vite !

Ce que je voudrais dire, c'est comment on nous trompe, on nous camoufle la hausse des prix : les fabricants, au lieu de directement augmenter leurs produits, ils changent le produit : l'emballage, la boîte. Soit ils créent un nouveau produit : boîte plus grande, différente ; soit c'est le même produit mais ils en mettent moins dedans. On ne peut plus faire de comparaison, comme ça. Tiens, nous achetons souvent des gâteaux pour nos petits enfants. Avant c'était 1,25 F le paquet de 15 gâteaux au chocolat, maintenant, c'est 2,35 F le paquet de 20 ! Ils jouent surtout sur la qualité, sur la quantité : les yaourts remplis aux 3/4 seulement ou bien qui ont un fond creux !

a largement concentré le secteur de l'alimentation. Si aujourd'hui, un tel rejet de l'alimentation que leur impose le capitalisme se manifeste chez les travailleurs, c'est qu'ils font collectivement l'expérience du fait même de l'impérialisme. Les bases d'une lutte consciente, large, sur ce que doivent être une production et une distribution qui répondent aux besoins des masses sont, de ce fait posées.

Pierre PUJOL

#### LES PATRONS DÉPENSENT PRÈS DU DOUBLE DES OUVRIERS POUR LA VIANDE

Selon une enquête de l'INSEE, le «poste viande-volaille» représente environ le tiers du budget alimentaire des ménages et 12,6 % au total des dépenses effectuées par ces mêmes ménages, «ces proportions restant à peu près les mêmes dans toutes les catégories professionnelles» ; ce qui veut dire, étant donné que le bifteck est au même prix pour tout le monde, que l'ouvrier mange au total moins de viande, ou de la viande de moins bonne qualité que les patrons, cadres, etc...

Un rapport parlementaire signale que la consommation de viande a progressé de 1,7 % en moyenne par an de 1955 à 1973. Mais ceci est dû pour une part à l'augmentation de la population. En 1973, la consommation de la viande de boucherie aurait diminué.

Les consommateurs se reportent de plus en plus sur des «viandes de substitution» (porc, volailles) moins chères que le bœuf ou le veau. C'est ce que montrent ces statistiques du Ministère de l'Agriculture :

Évolution de la consommation par habitant de 1955 à 1973 :

Bœuf	+ 1,5 kg
Veau	- 2,1 kg
Porc	+ 9,2 kg
Mouton	+ 0,9 kg
Cheval	- 0,4 kg
Volaille	+ 7,5 kg

Des différences de classe extrêmement nettes existent dans la consommation de viande. Les industriels, gros commerçants, professions libérales ont dépensé en 1972, par tête, pour 624,29 F de viande de boucherie (bœuf, veau, mouton...). L'ouvrier,

lui, ne dépense que 360,12 F par an. Soit un tout petit peu plus de la moitié !

Les cadres supérieurs sont plus près des patrons que des ouvriers. On le savait déjà. Ils dépensent 506,60 F par tête.

Les bourgeois sont de gros amateurs de charcuterie (218,76 F contre 109,30 F pour l'ouvrier). Par contre, ils sont moins portés que les travailleurs sur les conserves de viande (8,95 F contre 14,95 F), n'aiment pas beaucoup la saucisse et dépensent moins pour le porc que les ouvriers (70,65 F contre 84,79 F).

De la cantine des cadres aux déjeuners d'affaire, en passant par les soupers de famille, et souvent sur note de frais, ces messieurs se soignent !

#### L'ALIMENTATION OCCUPE DE MOINS EN MOINS DE PLACE DANS LE BUDGET DE LA MÉNAGÈRE

En analysant l'évolution de la consommation alimentaire, on constate qu'elle s'est accrue de 1950 à 1968 deux fois moins vite que la consommation non alimentaire. La part des revenus consacrés aux produits alimentaires décroît régulièrement : en 1950, elle représente 49 %, en 1959 42,6 %, en 1968 34,2 %, en 1969 28,4 %, en 1971 27,4 % du budget des ménages. Pendant le même temps, les dépenses consacrées à la santé, aux

loyers, aux transports ont vu leur part augmenter. Ces dépenses sont de fait «irréductibles», le loyer qu'il faut payer tous les mois est imposé aux travailleurs par la spéculation immobilière capitaliste ; l'augmentation des dépenses de santé a été, pour l'essentiel, imposée par les capitalistes : ainsi la journée d'hospitalisation a vu son prix augmenter scandaleusement sans pour autant que le service rendu au malade se soit

amélioré en conséquence. C'est l'urbanisation capitaliste qui est responsable de l'allongement de la durée des transports et de leur coût, sans que les travailleurs aient en échange un quelconque avantage. Compte-tenu de l'augmentation de ces dépenses obligatoires, on comprend mieux que la consommation alimentaire ne se soit pas accrue plus rapidement : c'est bien sûr elle, qu'il a fallu, entre autres, restreindre.

# POLITIQUE

## Réunion du PS sur l'Europe

### UN COMPROMIS HISTORIQUE EUROPÉEN CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le PS s'est penché dimanche sur la question des institutions européennes, au cours d'une journée d'étude sur l'Europe. On connaît la position de la direction du PS sur ce point, elle a été maintes fois réaffirmée, et elle n'a pas varié : le PS demeure favorable à l'intégration européenne. Seule la minorité, le CERES, exprime ses réticences et son opposition au rapport Tindemans. Seul point nouveau si l'on peut dire dans les propositions du PS, « le compromis historique européen », selon l'expression de Martinet du secrétariat national.

Mitterrand s'en est une nouvelle fois pris aux positions du CERES, proches de celles du PCF, qu'il accuse d'avoir une attitude « passiviste, mesquine et peureuse », peu différente de celle de l'UDR. Pour donner une apparence de socialisme à sa position, Mitterrand prétend que le PS luttera dans les institutions européennes pour « l'Europe des travailleurs ». Ce n'est là que ruse de vocabulaire. « L'Europe des travailleurs » selon le PS, ce n'est pas une Europe débarrassée du capitalisme, puisqu'il n'est pas question, selon lui, d'abattre les sociétés multinationales, mais seulement, comme il le dit de les « contrôler ».

#### UNE COALITION A DOMINANTE SOCIAL-DÉMOCRATE

La position européenne du PS se fonde également sur la domination de la social-démocratie dans la plupart des pays de la petite Europe. En Angleterre, en République Fédérale Allemande, aux Pays-Bas... entre autres des partis de l'Internationale Socialiste sont au pouvoir. Au Parlement Européen, la social-démocratie serait largement majoritaire. C'est sur cette base

que Gilles Martinet a proposé un compromis historique européen. Comme il le dit « Ce compromis historique sur le plan intérieur, nous ne voulons pas, nous devons le proposer à l'échelle internationale et d'abord européenne à des forces qui bien que poursuivant des objectifs politiques différents des nôtres, n'en connaissent pas moins des aspirations semblables ».

Est-il besoin de le préciser, ce compromis historique fondé sur l'alliance des partis sociaux-démocrates regrouperait les

partis libéraux et centristes, et pour l'Italie, vraisemblablement le PCI et la Démocratie Chrétienne.

#### L'UNION SACRÉE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Pour le PS, dans la perspective de son arrivée au gouvernement, cela aurait l'avantage d'isoler le PCF, obligé soit de coller à ce compromis historique en étant très minoritaire, soit de rompre l'union de la gauche, avec des moyens de pression amoindris. Le PS espère également en s'alliant avec la social-démocratie allemande résoudre certains problèmes que pose à l'impérialisme français la domination allemande sur l'Europe. Mais cette voie, est extrêmement dangereuse pour les travailleurs, puisqu'elle mène obligatoirement au renforcement du leadership allemand sur l'Europe et par son intermédiaire à une

plus grande dépendance vis à vis des USA.

Enfin, le compromis historique annoncé par Martinet ce n'est ni plus ni moins qu'une union sacrée des partis bourgeois européens face à la crise, cette union que Giscard prône sans arriver à la réaliser, le PS se fait fort d'y parvenir et de réaliser l'unité des bourgeoisies européennes contre les travailleurs.

C'est faire l'impasse sur les contradictions entre ces impérialismes qui continueront à exister quels que soient les partis bourgeois au pouvoir. Mais c'est surtout faire fi du développement des luttes. Face à la coalition des bourgeoisies européennes, même parée de l'étiquette socialiste, ouvriers et paysans, poursuivront et renforceront leurs luttes pour abattre le capitalisme malade de la crise.

Serge LIVET



Mitterrand aux côtés de Schmidt

## en bref

Giscard reçoit : pour reconforter les partis de sa prétendue majorité durement éreintés aux cantonales, il les invite à déjeuner, mais pas tous en même temps, le climat régnant entre les diverses formations est trop mauvais. L'UDR sera reçue le 9 avril, les républicains indépendants le 16 avril et les centristes le 23 avril.

#### L'UJP DE PLUS EN PLUS AIMABLE

Le président de l'UJP (Jeunes gaullistes) vient de lancer une bordée d'amabilité à l'égard de Giscard. Son action est pour l'UJP un « triple échec, sur la monnaie, l'Europe et les cantonales ». Enfin, il est qualifié de « girouette politique » et, de mieux en mieux, de « JJSS un peu plus intelligents ». C'est le maire de Nancy qui va être content.

## INFORMATIONS GENERALES

### LES MINEURS DE LIÉVIN ET LE JUGE PASCAL DÉBATTENT DE LA JUSTICE

À l'initiative de la Commission Populaire qui avait fait signer, à plus de 1100 personnes, une pétition pour la venue du Juge Pascal à Liévin, un Comité de Liévinnois organisait samedi 20 un débat sur la justice avec le juge Pascal.

Le juge Brédard de Béthune, membre du syndicat de la magistrature, venu à titre personnel (son syndicat s'étant désolidarisé de cette initiative), M. et Mme Dewevre l'accompagnaient. 150 Liévinnois, dont de nombreux mineurs, étaient là.

Après le discours de bienvenue d'un mineur retraité, membre du PCR, qui soulignait le courage et l'honnêteté du juge Pascal, celui-ci prenait la parole. Il fit un rappel chronologique sur son enquête, en montrant que à tout moment, il avait dû se battre contre les Houillères

qui voulaient entraver son action : l'empêcher de descendre au fond, de nommer des experts. C'était la première fois, dans une catastrophe minière, qu'un juge nommait d'autres experts que les ingénieurs des mines qui sont juges et partie, selon les termes de la loi. Il montra bien que c'est devant son acharnement à découvrir la vérité et à inculper les responsables au plus haut niveau, qu'il a été dessaisi. On a même tenté de rendre nul son dossier qui comprenait les témoignages des mineurs rescapés et les conclusions de ses experts.

Le juge Pascal a indiqué que, la justice n'étant pas égale pour tous, pour « la rééquilibrer » il faut supprimer le secret de l'instruction et, par des scandales, amener des réformes. Partant de cela, il proposait aux mineurs un débat sur la suppression

du secret de l'instruction. Ce point, s'il semblait important aux mineurs, n'était pas au centre des questions qu'ils se posaient : savoir la vérité sur la mort de leurs camarades, comment lutter contre l'exploitation, l'insécurité, une justice de classe, voir en quoi des magistrats progressistes pouvaient les aider, susciter un large débat dans la salle. C'est là que M. Brédard a montré la nécessité d'un large soutien et d'une collaboration populaire à l'action des magistrats pour transformer la justice.

Dans ce débat, les mineurs opposaient à la justice apolitique, au dessus de la lutte des classes, dont le juge Pascal ne se démarque pas, leur désir de voir les magistrats se mettre au service des travailleurs pour lutter pour une justice les défendant.

### SOLJÉNITSYNE : UN ADMIRATEUR DU FRANQUISME

Samedi soir, Alexandre Soljenitsyne s'est vu offrir par le gouvernement de Madrid : une heure d'antenne à la télévision de l'Espagne fasciste. Pourquoi ? Pour demander aux peuples d'Espagne écrasés depuis des années par la dictature sanguinaire de Franco et de ses héritiers : « Savez-vous seulement ce qu'est une véritable dictature ? » Non content de cette demande qui est déjà en elle-même une insulte pour tous ceux qui luttent et meurent chaque jour en Espagne, Soljenitsyne a osé affirmer sans sourciller que « les cercles progressistes espagnols qui estiment que le régime espagnol est une dictature vivent en fait dans « la liberté la plus absolue ».

La preuve : ils peuvent se promener et choisir leur

maison alors qu'en URSS, ce n'est pas possible... Dans la bonne tradition des théories fascistes espagnoles, Soljenitsyne a invoqué les forces surnaturelles, le christianisme, pour appuyer sa ferme volonté de combattre tout ce qui peut être apparence d'expression populaire.

Bien que fort de l'exemple négatif que lui offre la dictature bourgeoise qui sévit en URSS (dictature n'ayant rien à voir avec le socialisme, avec le Pouvoir des Ouvriers et des Paysans), Soljenitsyne vient, par son appui au fascisme espagnol, de confirmer le camp dans lequel il s'est placé de longue date : celui des ennemis des peuples du monde.

#### CHANGEMENTS DE PROGRAMME AU CONSEIL DE L'EUROPE

C'est Giscard d'Estaing lui-même, dans un télégramme adressé à l'actuel président du conseil de l'Europe, Gustav Thörn, qui a demandé à ce que l'ordre du jour du prochain conseil de l'Europe, les 1er et 2 avril, porte sur les questions économiques et monétaires. Que ces problèmes agitent aujourd'hui beaucoup les chefs d'Etat européens n'est pas bien étonnant, après l'effondrement de la livre et de la lire, la sortie du franc du serpent monétaire, la spéculation à la réévaluation du mark...

Il faut cependant se rappeler que ce conseil de l'Europe devait discuter des institutions européennes, et plus précisément du rapport Tindemans. Or ce rapport, qui prévoit au-delà de l'élection du parlement européen au suffrage universel, que certaines décisions politiques seraient prises au niveau des instances européennes, est vivement critiqué par une partie de l'UDR. Et Giscard n'a pas encore défini de position bien claire à ce sujet. La modification de l'ordre du jour au conseil de l'Europe aurait pour lui le double avantage de traiter de questions brûlantes, et d'éviter un sujet délicat.

#### UN NOUVEAU GROUPE CENTRISTE EST NÉ

Un nouveau groupuscule centriste est né, le « Comité d'action pour la Démocratie Sociale ». On trouve à l'initiative de ce comité, l'ancien vice président des radicaux de gauche : Caillavet et l'ancien vice président du centre démocrate Pelletier. Le CADS se veut indépendant par rapport à la « majorité présidentielle et à l'union de la gauche ». La défaite électorale des partis au pouvoir a fait réfléchir Caillavet qui s'apprêtait à rejoindre la coalition gouvernementale ; en se plaçant au centre, il se met en position d'attente pour pencher du bon côté le moment venu.

#### CONFERENCE DE PRESSE DU PCF

Le PCF a tenu hier une conférence de presse pour présenter un nouveau livre sur le « socialisme pour la France » et pour annoncer la réunion de son comité central la semaine prochaine qui sera présentée dans une conférence de presse de Marchais le 1er avril. Rien de nouveau dans cette initiative du PCF, qui, tout simplement, essaye de prendre des mesures pour contrer la progression du PS à ses dépens. Ce sera d'ailleurs le thème de la réunion du comité central qui doit examiner les leçons à tirer des cantonales. Le PCF décidera, à cette réunion de faire monter plus ou moins la polémique avec le PS, à propos des voix de socialistes qui ne se sont pas reportées sur ses candidats.

#### LE PCF EN MAL D'ADHESIONS OUVRIÈRES

Dans l'Humanité d'hier, le PCF déplore que malgré la facilité avec laquelle il distribue ses cartes, ses effectifs ouvriers et son audience dans la classe ouvrière soient limités. Cette désaffection, le PCF ne peut évidemment pas l'attribuer au rejet par les travailleurs de sa ligne de collaboration de classe, il la justifie par la bêtise des travailleurs.

L'Huma écrit en exemple : « Il y a des travailleurs pour lesquels on peut répéter cent fois la même idée sans qu'ils la saisissent ! Mais les ouvriers saisissent si bien les « idées » qu'avancent le PCF qu'ils les refusent, qu'ils les rejettent. Car en fait, la propagande est expressive de ce que l'on est... elle est un révélateur » écrit l'Humanité. Les projets bourgeois du PCF ne sont pas de nature à inciter les ouvriers à adhérer à ce parti.

# LUTTES OUVRIÈRES

## S.N.C.F.

### VERS UNE EXTENSION DE L'ACTION

En tête, un groupe de roulants CFDT de Lorraine et d'Avignon, coincés entre les Fédéraux CGT et CFDT et les Maîtrises et Cadres (UFICT) CGT, dénonçaient la direction «irresponsable et provoca-

trice», et son «inadmissible refus de négocier, qui ne fait qu'attiser la colère». «Ils verront bien, disait l'un d'eux, que cette fois-ci, le coup du T5 (le nouveau grade de division en projet pour les

roulants) ça n'a pas cassé le mouvement chez nous; les roulants sont écœurés: les jours de grève de la semaine dernière, ça nous a mis en appétit!»

sud-ouest... Devant la direction, toutes grilles fermées, la vague de protestation s'étire: une bataille de slogans, sévère, s'engage.

grévistes» (il n'y avait d'ailleurs pas plus de 40% de trafic sur cette gare hier soir)...

#### POPULARISER ET ETENDRE LA LUTTE !

Et pour joindre l'acte à la parole, le cortège, hérissé de drapeaux rouges de quatre ou cinq syndicats ou Unions Régionales (Paris Sud-Est CFDT, CGT et CFDT de Metz, CGT Rouen, Puteaux CGT-CFDT, quelques militants isolés de Lyon, Clermont, Dijon, etc...) rentre dans St Lazare aux cris de «cheminots-usagers, même combat, solidarité». «Giscard, Chirac, oui, c'est foutu; les cheminots sont dans la rue» et aussi «Bénet, c'est assez; Gentil, c'est fini» (visant le directeur du personnel et le directeur général de la SNCF)... Les derniers cheminots à plier les banderoles quatre heures après le début de la manifestation, s'ils étaient encore indécis sur les formes de lutte, étaient «sûrs que c'étaient le moment d'entreprendre une grande lutte». Beaucoup avaient peur de voir «casser le coup par les tergiversations des Fédés»... Certains militants CFDT disaient: «pour occuper la direction, il faudra d'abord occuper la Fédé et tout changer là-dedans!».

Hier soir, sous la pression de ce puissant mécontentement, les Fédérations CGT et CFDT des Cheminots appelaient enfin à «l'extension et la généralisation de l'action»: vers un mouvement de l'ensemble des cheminots, pour les 2000 F et les 104 repos? La réponse est désormais dans la mobilisation des chantiers!

Stéphane RAYNAL

#### FONDERIES DE RENAULT-BILLANCOURT : 100 F POUR TOUS ET UN REMPLAÇANT POUR QUATRE OUVRIERS !

Depuis vendredi dernier, les ouvriers du secteur carters-cylindres, fonderie, de Renault-Billancourt ont engagé une lutte pour une augmentation de cinq points sur le coefficient, ce qui représente environ 100 F sur la paie. En plus de cette revendication salariale, ils demandent un remplaçant pour quatre ouvriers sur la chaîne. C'est dans ce secteur qu'il y a les conditions de travail les plus mauvaises des fonderies. Aux fumées que respirent sans cesse les travailleurs, s'ajoutent les cadences. Ici, c'est encore le travail au coup de sifflet, l'esclavage comme le disent les gars. Dans l'ensemble des fonderies, les ouvriers discutent des formes d'action qu'ils pourraient mener pour soutenir leurs camarades en lutte. L'extension de la lutte à toutes les fonderies est envisagée, ainsi que la popularisation sur toute l'usine.

Correspondant Renault-Billancourt

#### LES TRAVAILLEURS DU BATIMENT AUSSI

Il y a quelques jours, se tenait à Besançon une réunion «paritaire» entre les patrons du bâtiment et les organisations syndicales de la profession. D'entrée de jeu, les patrons annonceront la couleur: ils proposeront pour les OS des salaires au-dessus du SMIC! C'est alors que les travailleurs d'une dizaine d'entreprises du bâtiment ont manifesté pour imposer leurs revendications.

Etaient présents 200 travailleurs de l'HERO, Etaients présents 200 travailleurs de l'Héro, l'Héritier, Zané, Calorifrogor (où depuis lundi il y a 60 chômeurs!), Stracchi, Est Electric, Sgreg, Sopreba. Les patrons ont refusé de recevoir les travailleurs. Ceux-ci ont alors occupé les locaux. Il est vrai que la lutte des travailleurs du bâtiment pour les salaires, les conditions de travail est difficile, cela étant dû à l'isolement, mais ils viennent de montrer qu'il est possible de vaincre l'isolement. «On fera ce qu'il faut pour gagner» dira un travailleur.

Corr. Besançon

#### LA SNCF REFUSE DE NEGOCIER !

Alors que le Service d'Ordre distribuait les communiqués des Fédérations CGT («Désormais, l'intensification et l'élargissement de l'action sont prévisibles») et

«Union, action», certes, mais pas pour le Programme Commun, ni pour l'Autogestion, mais surtout «pour nos revendications», et parfois (Paris Sud-Est, Montparnasse, Puteaux...) «pour la révolution!». Les Fédéraux renvoient avec grand pei-



ne les militants, qui parlent (dans certaines délégations) d'«entoufer les portes pour aller se faire entendre»... Des gars de Nantes et St Briec se disent «prêts à bouger dès ce soir», tandis que les secteurs CGT et CFDT de Normandie (Rouen) dont le groupe se remarquait par sa combativité, diffuse un communiqué «pour la continuation de la grève, au delà du 22 mars» (applicable dès hier soir...). Des roulants et sédentaires de la Gare de Lyon, qui s'étaient déjà fait remarquer pendant le week-end par une grève controversée, s'annonçaient «toujours

CFDT («Une nouvelle provocation de la direction, source d'une aggravation prévisible du conflit») le cortège, le plus imposant vu depuis longtemps chez les cheminots, passe l'angle de la rue St Lazare: devant un rideau de CRS casqués, armés, le lien se fait évident entre ceux qui bloquent les salaires et qui répriment. Du cortège CFDT de Chambéry jaillit: «A bas l'Etat policier»; de Montparnasse: «Flics, fascistes, provocateurs»; «Direction, provocation, répression: non! augmentez nos salaires de misère» reprenaient des cheminots du

## GRIFFET

# TOUT FAIRE POUR ÉVITER LA LIQUIDATION

«La lutte se poursuit malgré le désaveu de la direction départementale CGT. Pour le patronat et le gouvernement, «Griffet, c'est fini.» C'est d'Ornano qui l'avait déclaré. Mais le malheur pour ces gens-là, c'est que pour les travailleurs qui occupent depuis 13 mois, c'est loin d'être fini.»

«D'ores et déjà, nous savons que l'outil de travail a été préservé pendant 13 mois par les ouvriers, qu'il existe un acquis industriel et intellectuel qui est le fruit de leur travail... A la limite, nous avons admis qu'on pouvait le saboter. Nous espérons que nous n'en arriverons pas là. Nous sommes conscients des responsabilités qui nous restent pour faire parler de nous.» Cette déclaration a été faite après, en accord avec l'assemblée générale, mais elle n'est pas claire pour tout le monde. En effet, dans La Marseillaise (journal local du PCF), Jean Noël Tassez va réagir assez violemment. Il

n'y va pas par quatre chemins: «Il faut choisir entre le «Non! Griffet, ce n'est pas fini!» et le sabotage, qui serait surtout celui de la lutte.»

Lundi matin, l'UD se déplace en personne à l'usine (on ne les avait pas vus depuis bien longtemps), pour venir mettre en garde les travailleurs. Pour eux, l'analyse est faite! Le pouvoir chercherait partout la provocation et tout le problème des luttes ouvrières serait donc aujourd'hui d'éviter cette provocation. Ils interprètent bien évidemment Montredon comme une provocation.

Mais, Messieurs de la CGT, où étiez-vous quand les travailleurs ont organisé un meeting dans leur usine pour dénoncer la répression dont ils ont été victimes! Ce jour-là, les travailleurs auraient certainement eu besoin que L'UD-CGT mobilise les ouvriers des autres usines du quartier. Comme le disait Daniel



Lozier, délégué CFDT, représentant de l'intersyndicale: «Ce n'est pas des leçons de morale dont nous avons besoin: on aurait bien aimé vous voir avant pour nous soutenir dans nos actions!»

#### LES GRIFFETS REFUSENT LA LIQUIDATION

Ce qu'explique l'intersyndicale, c'est que les travailleurs ont toujours préservé le matériel. (Ils ont d'ailleurs dans le passé dépanné des clients pour montrer leurs «bonnes dispositions»). Aujourd'hui, on arrive à un

terme, et aucun industriel n'est prêt à reprendre l'usine. La déclaration de l'intersyndicale, c'est que si on pense aider Griffet, cela ne se passera pas de cette façon-là! De la même façon, les patrons n'ont pas pu faire disparaître les travailleurs qui occupent toujours leur usine, et les travailleurs ne toléreront pas que le matériel soit revendu, ainsi que les brevets, ainsi que l'ensemble du bureau d'étude...

La manœuvre du PCF, y compris par le biais de la CGT, c'est de faire pression

sur la section pour remettre au pas les militants qui vont un peu trop loin dans leur vocabulaire.

#### LES GRIFFET ET LA «LEGALITE»

Lozier a déclaré, lundi matin, que de plus en plus, les formes de luttes et les revendications prenaient «un tour nouveau qui sort de la légalité. Dans les luttes, il faut se battre contre une certaine «morale» qui érige en principe la protection de l'outil de travail». Il a cité l'exemple de Lip où les

travailleurs ont montré qu'ils pouvaient produire et considéreraient les machines comme les leurs. Les luttes commencent à sortir des sentiers battus...

Le 27 avril, 280 ouvriers ne toucheront plus les 90% et le 27 mai, ce sera les autres (ceux qui avaient moins d'un an d'ancienneté). Aussi, pour continuer la lutte, ils ont décidé de nouvelles formes de soutien: réparation de véhicules, et projet d'organiser «un tiercé pour les Griffet» dans le quartier de Merlan à Marseille.

Quant à la proposition de transformer l'entreprise Griffet en coopérative ouvrière, l'intersyndicale s'y est opposée. Elle accepterait cette solution comme celle de la dernière chance. Mais les cadres et la CGC continuent à travailler sur un projet de coopérative ouvrière... Les travailleurs trancheront!

Corresp. Marseille

# LUTTES OUVRIERES

## S.A.F.A.A. (Massy) :

### Les faux communistes du PCF contre les travailleurs

Depuis l'été 1975, les capitalistes de la SAFAA (appareils automatiques) ont mené une offensive d'envergure contre les travailleurs et leur section syndicale CFDT : licenciement d'environ 40 travailleurs avec contrat à durée limitée, licenciement répressif de deux militants de la CFDT, suppression des augmentations trimestrielles, retour de 43 h à 40 h avec perte de salaire, déqualification des travailleurs par l'application de la grille nationale U.I.M.M. (Patronat de la Métallurgie), FO, CGC, CFT, au 1er avril 76.

Face à ces attaques du patronat, les militants du PCF, qui dirigent la section CGT, préfèrent prendre comme cible la section CFDT. Malgré une hystérique campagne «anti-gauchiste», la section CFDT acquiert rapidement la confiance d'une bonne partie des travailleurs. Aux élections des délégués du Personnel (juin 75), deux mois après sa création, elle obtient 45% des voix.

#### CASSER LES LUTTES

Quelles méthodes emploient «ces messieurs du PCF» contre les travailleurs ?

- Tout d'abord, ils essaient de casser toute mobilisation, toute lutte. Deux petites grèves ont lieu : en juin 75, contre le licenciement des travailleurs à contrat temporaire et les 40 h et en octobre, contre le licenciement de deux militants de la CFDT. Ces grèves échouent car non seulement les dirigeants de la CGT n'appellent pas les travailleurs à y participer, mais au

contraire, ils mettent tout en œuvre pour faire reprendre le travail.

Beaucoup de travailleurs se rendent compte alors que la CGT ne défend plus leurs intérêts. En Assemblée Générale, un cadre, qui est à la CGT et au PCF, vient expliquer qu'il est contre la défense des deux militants CFDT car «le syndicat ne doit défendre que ceux qui paient une cotisation, c'est comme une assurance-voiture» !! Voilà une belle conception du syndicat, digne d'un cadre, certes !

#### LES LIBERTES QUE DEFEND LE PCF.

D'autre part, les militants du faux parti communiste veulent empêcher toute expression de la section CFDT. Alors ils arrachent les affiches du panneau syndical CFDT, ils vont même jusqu'à voler ou casser le panneau syndical lui-même, ou à rentrer par effraction dans le local syndical CFDT, pour voler des documents, des bouquins,

ils n'ont pas honte d'étaler sur les tracts CGT leur haine et leur mépris pour les travailleurs ; de dénoncer nominativement les militants révolutionnaires, pour que la direction les licencie ; de demander à la direction, dans une revendication, de contrôler l'affichage CFDT ; de demander à la direction de faire appel aux services de Securex...

Il s'agit bien de ce soi-disant parti communiste, qui prétend lutter pour l'extension des libertés dans l'entreprise ! Libertés pour qui ? Pour le PCF, mais pas pour les travailleurs.

Ceux-ci désapprouvent massivement de telles méthodes et bon nombre d'entre eux pensent que la CGT-SAFAA pratique la collaboration avec le patron. Presque la totalité des travailleurs vient de signer une pétition condamnant les méthodes anti-démocratiques des dirigeants CGT et exigeant la liberté d'expression pour la CFDT.

#### POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSES

C'est vrai que l'unité des travailleurs est nécessaire, mais avec ceux qui sont prêts à lutter contre le patron, pas avec ceux qui capitulent ou collaborent avec lui. Il ne s'agit pas de querelles de personnes, mais de deux conceptions différentes du syndicalisme :

Notre section CFDT cherche à construire un syndicat de lutte de classes, organiser les travailleurs dans la lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste, défendre leurs intérêts jusqu'au bout sans aucun compromis avec la classe capitaliste. Le but final du combat des travailleurs étant leur émancipation, par la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ; ce ne sera possible que dans une société où les travailleurs auront tout le pouvoir, le socialisme.

Aujourd'hui à la SAFAA, face à une direction de plus en plus avide et répressive, il faut un syndicalisme de classe, fort et démocratique, capable de diriger la lutte pour le maintien de notre pouvoir d'achat, contre la répression.

CORRESPONDANCE DE LA SAFAA

## Bourgogne Electronique :

### Négociations : «ON NE VA PAS ACCEPTER N'IMPORTE QUOI»

Les premières négociations ont commencé hier soir à 17 heures. La direction a accepté la présence d'une vingtaine de travailleurs, mais elle refuse toujours qu'elles aient lieu à l'intérieur de l'usine. L'assemblée générale des travailleurs a accepté quand même de se rendre à la mairie de St Appollinaire : «on va y aller pour voir comment ils envisagent les négociations», dit une ouvrière OS qui participe aux négociations, «s'il nous proposent des miettes, c'est sûr qu'on ne

restera pas. Ici, les filles disent que maintenant qu'on est parti, on ne va pas accepter n'importe quoi ! C'est ça leur pensée. On est assez pour tenir bon encore longtemps».

La participation à l'occupation est toujours aussi importante, malgré les tentatives d'intimidation de la police qui envoie ses cars de flics rôder autour de l'usine. Et ce matin, FO a réapparu en venant distribuer un tract sur les classifications. «D'après

eux, dit cette jeune femme, les classifs, ça ne déclassifie finalement personne. Ils disaient aussi dans leur tract, qu'un cadre, c'est un travailleur. On a bien rit. Quand moi je gagne 1300 F et lui il se fait plus de 3000 F ! On voit tous ici de quel côté ils sont, quand tous les matins ils viennent aux grilles demander quand ce sera fini. C'est une minorité de cadres qui sont avec nous. Ici, l'ambiance est toujours bonne, malgré la fatigue qu'on commence à ressentir et les yeux cernés. Samedi, un groupe de musiciens est venu jouer. Ils ont fait des chansons sur les luttes un peu partout, et ça nous permet de sentir qu'on n'est pas seuls. Ils ont proposé de faire des collectes pour nous et on a déjà eu 300 F».



#### POUR LA 5<sup>e</sup> SEMAINE DE CONGÉS PAYÉS

Les travailleurs de la Générale de Forgeage et de Décolletage de Loire et Haute Loire rentrent aujourd'hui dans leur 2<sup>e</sup> semaine de grève avec occupation. Leurs revendications portent sur l'augmentation des salaires, la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés. Mais lutter seuls, même quand on est nombreux, ne saurait suffire. Ici, on l'a compris. Les autres usines du groupe, disent les organisations syndicales, viennent elles aussi d'engager la lutte. C'est la voie qu'il faut suivre : entreprendre concrètement, pas à pas, la construction d'un rapport de force solide pour vaincre.

#### SOUTENONS LES OUVRIERES DE BOURGOGNE ELECTRONIQUE

Depuis lundi 15 mars, les travailleurs de Bourgogne Electronique sont en grève avec occupation. Sur 1800 personnes, 1500 sont grévistes. Nos revendications principales sont :

- refus de la nouvelle grille de la métallurgie qui nous déclassifie pour 80% du personnel.
- 400F pour tous (actuellement un O.S. qui travaille en équipe gagne 1300F !)
- 5<sup>e</sup> semaine de congés payés
- paiement des heures de grève, etc...

Pour tout soutien financier :

Caisse d'Epargne de Dijon  
CCP 3800 33 T  
Compte n° 01 04000 50 01

## Orléans :

### SIX MOIS DE LUTTE

Depuis six mois maintenant, les luttes se multiplient à Orléans. Dans une ville où le poids du chantage à la crise était particulièrement fort, ce sont des milliers et des milliers de travailleurs qui sont partis en grève, dans près de 30 usines !

Orléans, Quelle, St-Gobain, Rivierre-Casalis, le dépôt SNCF des Aubrais, la CEPEN, ce sont des noms que les lecteurs du Quotidien du Peuple connaissent bien, ce sont des noms d'usines qui ont toutes fait plusieurs semaines de grève. Et la liste serait longue...

Il en fallut de la détermination aux travailleuses et travailleurs, français et immigrés, ouvriers et employés, pour tenir, parfois dans les conditions les plus dures, et surtout pour surmonter tous les obstacles qui se dressaient en face de leur lutte.

Le refus du chômage, ou le refus des contrats à durée limitée, ce qui est la même chose, la volonté d'obtenir le 13e mois et des augmentations uniformes de salaire, voilà le climat des luttes à Orléans. Mais bien sûr, cette série ininterrompue de grèves allait bien au-delà de simples actions revendicatives. Parce que dans leur forme elles tranchaient sur les grèves habituelles, parce que les révolutionnaires étaient présents aux côtés des travailleurs, parce qu'au fond elles étaient porteuses d'un espoir encore plus grand, celui d'un véritable mouvement d'ensemble de la classe ouvrière contre le capitalisme, ces luttes ont trouvé bien des obstacles, et n'ont pas toujours été victorieuses.

Certes, en octobre, les travailleuses d'Orléans ont remporté une victoire totale (les salaires, le 13e mois, la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés,

pas de licenciements, etc.). Certes, face au trust CGT, les 90 % des travailleurs de la Cepem-Thermor ont empêché le licenciement de 56 personnes sous contrat. Mais à côté de cela, beaucoup d'échecs, il faut le reconnaître.

Pourtant, un des grands enseignements des six derniers mois à Orléans, c'est bien que les travailleurs prennent de mieux en mieux tous les obstacles à surmonter, tous les ennemis à vaincre :

- Il faut vaincre d'abord la répression, quasi systématique. A Orléans, les flics ont matraqué, ils ont frappé des femmes, une femme enceinte, l'autre infirme. A la SNCF, contre 200 cheminots qui bloquent les voies, c'est 200 flics qui sont intervenus, avec le fusil et le pistolet-mitrailleur pour les sous-officiers.

- Il faut vaincre aussi les révisionnistes, qui ne participent aux luttes que pour les récupérer dans le cadre du programme commun. Et ce n'est pas la moindre victoire des travailleurs de St-Gobain que d'avoir expulsé le bureau fédéral du PCF au grand complet, qui cherchait à placer sa camelote. Car les ouvriers ne rejettent pas la politique, comme certains le prétendent, ils rejettent la politique bourgeoise du PCF, la manipulation, la récupération.

Enfin, en ce moment, bien des illusions commencent à tomber aussi à propos des réformistes. Ces gens-là ont tenté, et tentent encore de se servir de la CFDT pour récupérer et canaliser la combativité des travailleurs. Et quand ces travailleurs se rebiffent, ils les expulsent des organes de direction de l'Union Locale, comme ils l'ont fait récemment pour les représentants de deux usines



à la pointe de la lutte.

Cette offensive ouvrière à l'échelle d'une ville est porteuse de bien des espoirs. L'aspiration à l'Unité Populaire contre le capitalisme se développe, comme l'ont prouvé les étudiants en visite à Orléans ou à la Cepem, comme l'a prouvé surtout la mobilisation des paysans du Giennois pour soutenir Rivierre-Casalis, où les ouvriers fabriquent des machines agricoles.

Les idées révolutionnaires se développent. Les grèves sont des moments privilégiés de prise de conscience. Les travailleurs d'Orléans ont vu que ceux qui produisent pouvaient diriger leur usine ; ils ont vu la nature de l'Etat bourgeois, de ses flics et de sa justice ; ils ont vu enfin qu'à leurs côtés, parmi eux, il y avait les révolutionnaires, les communistes, tandis que révisionnistes et réformistes étaient en face, de l'autre côté.

# INTERNATIONAL

## LIBAN : Après la reprise des combats

### L'ETRANGE VISAGE DE L'INTERVENTION SYRIENNE

PAR TÉLÉPHONE DE BEYROUTH

Hier soir, des combats violents se passaient à Beyrouth et aux alentours de la ville. Les batailles se passaient principalement aux quartiers de Saïfi (où se trouve le quartier général des Phalanges), à Hadeth et à Leilaki. A Jounieh, bourgade au nord de Beyrouth, tenue essentiellement par les Phalanges, des batailles très dures ont eu lieu.

Actuellement, les forces patriotiques cherchent à frapper le centre même des Phalanges, ce qui montre leur supériorité militaire. Les forces patriotiques ont occupé l'hôtel de Holiday Inn, hôtel qui se trouvait durant les batailles précédentes, entre les mains des milices de droite. Elles ont aussi occupé d'autres hôtels de la «zone des hôtels», montrant qu'elles contrôlaient toute cette région.

Ces combats interviennent après l'impasse politique qui a régné au Liban

après le coup d'Etat militaire du commandant Ahdab. Il avait demandé la démission du président Frangié, mais celui-ci a refusé.

Ce que demandent actuellement les forces patriotiques, c'est la démission de Frangié avant tout, et qu'elles assurent elles-mêmes le choix du nouveau président. Puis des discussions pourront avoir lieu sur tel ou tel changement dans la constitution. Elles demandent aussi que le lieutenant Tahan, responsable à Zahlé et un des principaux militaires qui aident les isolationnistes soit livré à la justice.

Une telle riposte des forces patriotiques montre leur volonté d'en finir avec l'arbitrage syrien au Liban et d'en finir avec la Saïka.

Actuellement, la Syrie en est venue à soutenir les Phalanges, peut-être pas militairement, mais politiquement.

Elle refuse la démission de Frangié si cette décision ne s'accompagne pas de concessions politiques de la part des forces

patriotiques. La Syrie s'oppose au mouvement d'Al Khatib, (Armée Arabe du Liban), qui lui, a rallié toutes les masses libanaises au point qu'actuellement, le commandant Ahdab reprend ses revendications pour se faire une bonne image parmi les forces patriotiques qu'il prétend rallier. Les forces du lieutenant Al Khatib sont actuellement à Beyrouth, elles ont réussi à battre la Saïka qui prétendait leur faire obstacle. Les combats qui se déroulent actuellement se mènent contre la Saïka même, organisation qui montre le vrai visage de l'intervention syrienne. D'ailleurs, un grand nombre de ses militants ont rejoint les forces patriotiques, et principalement le Fath. La Syrie a tenté d'utiliser aussi l'Armée de Libération Palestinienne dans sa lutte contre les forces patriotiques. Les forces de l'ALP refusent de plus en plus d'obéir aux ordres supérieurs qui leur demandent de combattre les forces patriotiques et mé-

me les camps palestiniens.

On voit très bien actuellement le danger que fait peser la Syrie sur les forces révolutionnaires, palestiniennes et libanaises, en les empêchant de mener leur lutte. Mais l'illusion sur le «progressisme» du régime Syrien, longtemps entretenue par la «gauche» (Joumblatt et même le P«C»L) et qui n'a pas entièrement disparu, a une grande part de responsabilité dans les derniers événements.

#### ● Angola

*Afin d'éviter une condamnation à l'ONU, le premier ministre sud-africain Vorster s'est déclaré prêt à retirer ses troupes d'Angola, à condition d'avoir des garanties concernant le barrage sur la rivière Cuenene. L'Angola réplique en exigeant un retrait sans condition des troupes racistes.*

## GALILÉE : ÉCHEC A LA «JUDAISATION»

Après la guerre d'octobre, deux projets sionistes sont mis en place : la judaïsation de la Galilée et la judaïsation du Negueb. La judaïsation d'une région veut dire sa colonisation : chasser les habitants palestiniens, exproprier leur terre, amener des colons sionistes, construire dans la région de grandes usines d'armement ou des kibboutz.

Quel sera le sort de ces Palestiniens chassés de leur terre ? Pour la plupart, c'est l'exil. Ils vont grossir les rangs des Palestiniens en exil dans les pays arabes. Ils reviennent en Palestine au cours d'une opération militaire, pour la destruction de l'Etat sioniste. Mais les Palestiniens de l'intérieur ont aussi un grand rôle pour ce but : faire toute action possible pour gêner l'Etat sioniste : grève, manifestation, occupation et même lutte armée. Après la guerre d'octobre, le nombre d'actions militaires dans les territoires occupés en 1948 ont augmenté, et la plupart de ces opérations sont le fait des Palestiniens de l'intérieur. Ces opérations, si minimes soient-elles, montrent la volonté grandissante du peuple palestinien à chasser l'occupant israélien.

En Galilée, le projet de colonisation vise à déplacer les usines d'armement de la

région du centre (Tel-Aviv) à la Galilée, car durant la dernière période, ces usines ont été durement touchées par les attaques des révolutionnaires palestiniens. Pour ce projet, de grandes surfaces de terre sont en train d'être expropriées et c'est le ministre de la défense, Shimon Peres, qui détermine ces surfaces. Sur celles-ci, le projet vise à chasser tous les Palestiniens, alors qu'à Tel-Aviv, ville industrielle et commerciale, les Palestiniens pouvaient y circuler.

Mais, les sionistes s'imaginent-ils qu'ils seront à l'abri en Galilée ? Les révolutionnaires palestiniens ont prouvé qu'ils pouvaient pénétrer au cœur même de l'Etat d'Israël et malgré toutes les mesures qui seront prises par les Israéliens, ils sauront détruire ces nouvelles usines.

#### ● ZIMBABWE (Rhodésie)

*Le premier ministre du régime raciste, Ian Smith, s'est déclaré disposé à revenir sur la déclaration unilatérale d'indépendance qui a donné naissance à son régime. Cette déclaration vient alors que les négociations entreprises avec certains mouvements africains ont échoué, et que la guérilla se développe.*

## CINÉMA

### La «nouvelle vague» soviétique (1)

# 'LA PRIME'

Un chantier où règne une anarchie comparable à celle qui existe dans les pays occidentaux ; une équipe de travail qui, écœurée par cette anarchie, refuse la prime «de dépassement du plan de production» ; un comité de Parti qui critique les cadres du chantier et décide d'appuyer la proposition des ouvriers... De quel pays s'agit-il donc ? Mais de l'URSS, voyons, qui, avec le film «La prime», cité en exemple par Brejnev lui-même au XXV Congrès, cherche à donner une image à la fois «rassurante» et «socialiste» d'elle-même.

Avec 185 longs métrages par an, 157 000 installations de projection, 5 milliards de spectateurs par an, l'URSS est un des premiers pays sur le plan de la production cinématographique.

Et, «La Prime» est très représentatif d'une nouvelle orientation du cinéma révisionniste.

Devant les difficultés croissantes de leur économie, les tares de plus en plus visibles du système social, les nouveaux tsars du Kremlin ont choisi de laisser la production «artistique» se faire le reflet de ces contradictions, de manière à les désamorcer, croient-ils, plus facilement.

A cet égard, le film est particulièrement révélateur et montre la façon totalement anarchique dont fonctionne un chantier en URSS : matériel livré en retard, freinant le travail des ouvriers ; plans erronés qui obligent les équipes à détruire le travail accompli et à le recommencer, etc... Comment, dans

ces conditions l'entreprise a-t-elle pu bénéficier d'une «prime de dépassement du plan» ? C'est en se posant cette question que les ouvriers d'une équipe de travail en sont arrivés à refuser la prime.

Le scénario - inspiré d'une pièce à succès - démarre sur ce refus et l'auteur joue volontairement sur notre étonnement, au cours de quelques séquences qui ont pour but d'accrocher notre attention. La volonté délibérée, concertée des ouvriers apparaît clairement. Le reste du film, qui se déroule dans une sorte de «huis clos», procédé cher aux cinéastes américains, nous fait assister à la réunion du Comité de Parti chargé d'examiner le problème posé par l'équipe «Potapov» (nom du chef d'équipe).

#### UNE RÉUNION EXCEPTIONNELLE D'UN COMITÉ DE PARTI

Et c'est au cours de cette

réunion que nous aurons la clé du mystère. Si l'entreprise a pu dépasser le plan, c'est parce que les administrateurs de l'entreprise ont réussi à convaincre la hiérarchie de réviser en baisse les objectifs qui leur avaient été fixés... C'est aussi simple que cela, et cela en dit long sur les «succès» récents de l'industrie soviétique !

Plus intéressant encore - parce qu'involontaire - est le tableau peu reluisant de la société soviétique qui se dégage du film. La division entre travailleurs manuels et cadres, le mode de vie «à l'occidentale» y apparaissent tout au long : personnel administratif complètement coupé de la production, cadres préoccupés de leurs petits problèmes personnels et de leurs combines, pleins de suffisance et de mépris pour les travailleurs. Il n'y a qu'à voir la surprise du comptable lorsque Potapov annonce que son équipe s'est livrée à des calculs prouvant que les objectifs initiaux pouvaient être remplis : «comment ! Des ouvriers faire des calculs concernant la gestion de leur entreprise ! Impensable !» Effectivement nous apprendrons par la suite que les ouvriers se sont fait aider par une «économiste»... soulagement général.

Mais dira-t-on, si le film montre tous ces défauts, c'est donc pour faire la critique du système capitalis-

te soviétique ? C'est justement ici que se situe le 2<sup>o</sup> aspect du film - et toute son habileté.

La réunion du Comité de Parti, qui occupe les 2/3 du film, montre comment les révisionnistes entendent procéder pour régler ce type de problème. Non pas par une critique de masse, menée par l'ensemble des travailleurs de

conflit au sein du comité en conflit psychologique ; ce sont des individus qui s'affrontent. D'ailleurs l'esthétique du film reprend tout à fait les principes du cinéma hollywoodien : mise en valeur du caractère des personnages, dramatisation des situations par l'utilisation de mouvements brusques de caméra

voir en URSS, puisque, à l'issue de ce long débat, ce sont les thèses des ouvriers qui triomphent...

Intéressant par les éléments de critique qu'il apporte - parfois involontairement - ce film doit être dénoncé clairement comme un instrument de propagande entre les mains de la nouvelle



l'usine, mais par une réunion de petit comité, coupé de la vie de l'entreprise, avec une poignée de cadres. Et le film insiste largement sur cet aspect : une fois rentrés dans la baraque de chantier qui sert de lieu de réunion, les personnages ne sortent que tard dans la nuit ; les gros plans servent à transformer le

(zoom, panoramique, etc...), par l'éclairage...

L'affrontement entre Potapov et le reste du Comité de Parti doit servir dans l'esprit de l'auteur, à démontrer que c'est toujours la classe ouvrière qui détient le pou-

bourgeoisie soviétique, qui vise à ravalier la façade un peu ternie du «modèle socialiste» à la sauce révisionniste et à faire oublier l'exploitation féroce que subissent les travailleurs de ce pays.

# INTERNATIONAL

## Portugal : LE P«C»P A NOUVEAU CONTRE LES LUTTES

DE NOTRE CORRESPONDANT

A la fin du conseil des ministres, vendredi soir, Melo Antunes, lançait un avertissement : « Les travailleurs devront réfléchir mûrement s'ils ne sont pas utilisés par certaines forces de droite intéressées par le recul du processus démocratique ». Il a de plus annoncé le report de son départ en Suède pour lundi du fait de la montée de la tension sociale.

Samedi matin, la Commission Politique du Comité Central du P«C»P répondait à Melo Antunes par un communiqué : « Certaines formes de lutte ébranlent profondément la vie nationale et créent des sentiments d'insécurité dans la population que la propagande réactionnaire et provocatrice veut habilement exploiter ». Ainsi sont mises en accusation toutes les dernières grèves des travailleurs ou celles prévues dans les jours à venir pour des augmentations de salaire. Viennent ensuite dans le communiqué des attaques très violentes contre les directions syndicales des infirmiers et contre la lutte déterminée qu'ils mènent depuis 10 jours pour des augmentations de salai-



res, des meilleures conditions de travail.

Il est vrai que le PPD (Parti Populaire Démocratique) qui a quelques membres à la direction du syndicat, a tenté de faire mener par les infirmiers des actions visant à isoler la lutte avec l'aide des journeux de droite (telles les propositions de faire grève totale avec arrêt des services d'urgence). Mais les travailleurs dans leurs assemblées générales avaient clairement refusé ces propositions aventuris-

tes. Quant au PS, pris entre sa présence au gouvernement et la participation souvent très active de ses militants dans les luttes, il n'a pas dit un mot. Les syndicats de la construction civile (dirigés par le P«C»P) répondaient à cet appel et décidaient de suspendre la grève générale appelée pour ce lundi.

C'est un changement de tactique du P«C»P. Jusqu'à maintenant, il avait besoin de lancer quelques luttes pour consolider ses posi-

tions dans la classe ouvrière. Mais il s'est rendu compte que, une fois les luttes démarrées, il n'était pas en mesure d'en contrôler complètement les déroulements (la Construction Civile est un secteur où l'opposition est très forte). Tout mot d'ordre de grève est actuellement suspendu. Les élections, pour lui, sont plus importantes que la défense du pouvoir d'achat et des conditions de travail.

Antoine JALLIEU

## Thaïlande

### LES TROUPES U.S. DOIVENT SE RETIRER

A l'issue d'un conseil des ministres tenu vendredi dernier, le gouvernement thaïlandais a exigé le départ de toutes les troupes américaines restant en Thaïlande soit 4000 hommes. La base d'Utapao que les américains espéraient utiliser pour le ravitaillement de leurs appareils en route pour Diego Garcia, île de l'Océan Indien transformée en base militaire, est interdite aux avions américains. La base d'écoute électronique de Ramasun dans le Nord Est doit être démantelée, ainsi que la base sismique de

l'un des motifs de la décision du gouvernement a été l'exigence américaine que les bases restantes ne soient pas placées sous le contrôle de la Thaïlande mais sous le seul contrôle de l'armée américaine.

Ces conditions, qui s'ajoutent aux manifestations pro-US, très violentes, constituent une véritable épreuve de force à la faveur de laquelle les militaires pro-US peuvent tenter de revenir au pouvoir. Ceux-ci avaient été renversés par des manifestations de masse en octobre



Manifestation anti-américaine à Bangkok

Chiangmai, qui surveillait les expériences soviétiques et chinoises.

Ces décisions du gouvernement thaïlandais ont été prises alors que des milliers de manifestants exigeaient le retrait de toutes les troupes américaines. Devant l'ambassade américaine, des contre-manifestants de droite ont lancé une grenade dans la manifestation, tuant au moins quatre personnes et en blessant soixante dix.

Le gouvernement thaïlandais, malgré ses hésitations, est poussé à rejeter les tentatives américaines pour rester, et demeurer le maître du terrain. En effet,

1974, mais l'essentiel de l'appareil d'Etat qu'ils avaient instauré est resté en place, notamment à tous les échelons de l'armée, leur influence reste entière.

Les hésitations du gouvernement thaïlandais leur laissent un espoir de reprendre une part de leurs positions perdues en Thaïlande : malgré les fermes mesures prises, vendredi, 270 conseillers militaires restent en place, et les USA fourniront 54 millions de dollars d'aide militaire. De quoi financer et organiser un important mouvement au sein de l'armée pour renverser le gouvernement.

## en bref

### ITALIE

Aldo Moro, premier ministre, a déclaré au congrès du parti démocrate chrétien, qu'il fallait des rapports qui permettent au PCI, « sans changement de son rôle... de mettre à la disposition du pays, par sens des responsabilités, sa force représentative qui est tellement importante ». Il paraît que les révisionnistes ont bien accueilli cette offre de strapon-tin.

### PAYS BASQUE

Une réfugiée politique basque a été grièvement blessée à Saint-Jean-de-Luz. Elle circulait en voiture avec son mari quand une rafale de pistolet mitrailleur a été tirée sur eux.

### O.N.U.

Une conférence réunie pour définir les moyens d'aide au Tiers Monde s'est séparée sans avoir pu se mettre d'accord. Le nœud du désaccord portait sur l'établissement de stocks régulateurs de marchandises internationales, telles que le café et le caoutchouc, financés par les membres de l'ONU, qui assureraient aux pays du Tiers Monde des revenus d'exportation stables. Les Etats-Unis, l'URSS, et les pays de la CEE, en dehors des Pays-Bas, se sont opposés à un accord de ce type.

## Après les élections : La Pologne de Moscou et du Vatican

Comme prévu, les élections en Pologne ont débouché sur l'élection au parlement des candidats choisis par le régime. Ces élections viennent après la discussion sur la nouvelle constitution, qui avait suscité des oppositions sur deux points.

D'une part, l'inscription dans ce texte de « l'amitié » avec l'URSS. Voilà ce qu'écrivait notamment à ce sujet Wladyslaw Bienkowski, ancien ministre de l'éducation : « A part l'office de la censure et la censure interne imposée aux maisons d'édition, il y a aussi le représentant de l'Union Soviétique en Pologne, revêtu de la fonction de censeur suprême, dont la tâche principale est de veiller à la pureté idéologique du pays ami, et qui d'ailleurs ne fait nul mystère de sa mission, qui va jusqu'à l'ingérence directe dans le domaine littéraire. C'est sous sa pression qu'on interdit les éditions de livres, qu'on saisit les livres déjà édités qui ont échappé à l'œil vigilant de nos propres censeurs, qu'on raye des phrases ou des chapitres entiers dans les ouvrages historiques concernant des époques parfois lointaines, et notamment les rapports russo-polonais, comme si les autorités soviétiques se sentaient solidaires de la politique des tsars. »

Par ailleurs, l'inscription dans la constitution du « rôle dirigeant » du parti ouvrier unifié polonais (révisionniste), était le deuxième point de contradiction. Opposition populaire d'abord : on se souvient que les ouvriers



A l'entrée de la mine : le crucifix

révélés de Gdansk avaient pris d'assaut, en 1970, le siège du Parti dans cette ville. Dans les dernières discussions, on a fait grand cas, en France, des protestations de l'église catholique sur ce point de la constitution ; il ne faudrait pas trop y voir une opposition radicale. Voyons plutôt le témoignage d'un ouvrier polonais sur les rapports entre l'église et le pouvoir en Pologne : « Les campagnes polonaises sont très religieuses. Les églises, les chapelles y fourmillent et sont très fréquentées. Il est

frappant, et révoltant, de remarquer le contraste existant entre la vie des ouvriers et des paysans, et les décorations abondantes et luxueuses de ces églises. On croirait vraiment entrer dans un autre monde. »

On ne voit absolument pas la moindre trace d'un combat idéologique de la part de l'Etat pour lutter contre cet état de fait. La religion est une véritable amie du gouvernement, qui se comptait tout à fait à son influence. Elle est, avec la vodka, l'opium du peuple. »

## Lybie-Tunisie : les contradictions s'aiguisent

Tandis que Poniatowski assistait à la célébration du vingtième anniversaire de l'indépendance de la Tunisie, et que Chirac se trouvait en voyage officiel en Lybie, les rapports entre les deux pays se sont à nouveau tendus : le régime tunisien accuse en effet le gouvernement libyen d'avoir ourdi un complot pour assassiner Hedi Nouira, premier ministre et successeur désigné de Bourguiba. Cette affaire vient au moment où le gouvernement libyen a expulsé plusieurs milliers de Tunisiens de son territoire. Voici quelques semaines, était également arrêté en Egypte l'ancien ministre des affaires étrangères tunisien, Masmoudi, accusé également d'avoir fomenté un complot contre Bourguiba. C'est justement Masmoudi qui avait été l'artisan de la signature du traité d'union entre la Libye et la Tunisie, dénoncé ensuite unilatéralement par cette dernière. Ainsi, après la tension entre l'Algérie et le Maroc, liée à l'intervention marocaine au Sahara Occidental, les contradictions s'aiguisent maintenant entre les deux autres pays maghrébins.

## Rassemblement Communiste du 21 mars 1976

# INTERVENTION CENTRALE

## Prononcée par Max Cluzot, secrétaire politique du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) (extraits)

(...) La bourgeoisie est aujourd'hui incapable d'apporter une réponse, de proposer un projet d'avenir qui laisse espérer une solution à ces aspirations profondes. (...)

Confrontés à la réalité quotidienne de la crise, les discours apaisants, les causeries télévisées qui éludent l'essentiel, les promesses vagues n'inspirent plus la moindre confiance. C'est tout le personnel politique de la bourgeoisie actuellement au pouvoir qui se trouve profondément discrédité. Les UDR traînent derrière eux une encombrante croix de Lorraine, l'échec même de la politique gaulliste et les masses, en 16 ans, ont appris à connaître ce qu'ils sont : un ramassis de notables qui se sont engraisés, dans les allées du pouvoir, et qui trempent plus ou moins dans des affaires de spéculations immobilières et financières, des trafics d'influence, si ce n'est dans la drogue, le proxénétisme et le gangstérisme. Les vieux chevaux de retour du centrisme, les Lecanuet et les Abelin. Et puis, tout ce personnel hétéroclite, falot, recruté en hâte, qui s'est agglutiné autour de Giscard parce que c'était le bon cheval et qu'il fallait trouver des têtes nouvelles : des jeunes arrivistes sans envergure, des technocrates, des hauts fonctionnaires sortis de leurs bureaux et qui prétendent se donner un visage populaire, quelques notables ultra réactionnaires, anciens de l'Algérie française et, pour protéger les campagnes de ces messieurs, un service d'ordre fourni par les groupuscules fascistes.

### LES «SOLUTIONS» DE LA GAUCHE

Mais en même temps que s'essouffle le gouvernement en place, en même temps que se développent les aspirations des travailleurs à un changement révolutionnaire dans notre société, à «gauche» PCRF et PS clament avec insistance qu'ils ont leurs solutions, et qu'il est temps de les essayer !

Quelles sont ces solutions ? Sur les mesures immédiates, sur la réponse à apporter aux revendications pressantes émises par les luttes des travailleurs, socialistes et révisionnistes sont extrêmement discrets. Et pour cause ! L'essentiel du catalogue revendicatif qu'ils avaient promis de satisfaire s'ils arrivaient au pouvoir a déjà été repris et accompli par le gouvernement de Giscard. Le caractère, paraît-il, «profond», et «inédit», des changements promis dans le programme commun, les travailleurs l'ont déjà expérimenté avec les «réformes» de Giscard. Le vote à 18 ans, la réforme de l'entreprise, la loi sur l'avortement, autant de réformes empruntées au programme commun, qui n'ont rien changé réellement à la vie des travailleurs.

Bien en peine de rendre compte de cela, et du désaveu explicite que cela constitue pour leur programme, PS et PCRF retournent que les réformes économiques qu'ils proposent, constituent le noyau fondamental de leur programme, que ce dernier ne peut être découpé en tranches et appliqué morceau par morceau. Bien piètres explications, d'autant plus que PCRF et PS ne s'entendent pas du tout sur la nature des réformes économiques qu'ils proposent, sur l'extension des nationalisations, etc...

Quand Mitterrand débat poliment à la télévision avec le ministre des impôts et de la vie chère, ce n'est pas bien sûr pour dresser un réquisitoire implacable contre la politique de crise de la bourgeoisie, mais bien plutôt pour apparaître comme un expert

capable de résoudre les problèmes économiques de la bourgeoisie, et de rallier à sa politique les couches bourgeoises et petites bourgeoises déçues des insuccès de la politique giscardienne. C'est pourquoi, quand Mitterrand parle des revendications à accorder aux travailleurs, pour favoriser la reprise, il reste dans des limites bien acceptables pour ces couches-là : ne propose-t-il pas par exemple que le SMIC soit fixé à 1800F, soit bien en dessous des revendications avancées dans de nombreuses luttes aujourd'hui.

Quant à Marchais, la solution réside pour lui dans la relance de la consommation intérieure appuyée par une série de nationalisations. Par une dialectique révisionniste bien particulière, Marchais tente d'expliquer que quand les travailleurs revendiquent pour leur salaire, c'est pour favoriser la reprise économique, et quand les chômeurs occupent leur usine, c'est pour préserver le potentiel économique mal géré par les capitalistes. Bref, pour les révisionnistes, la logique des luttes des travailleurs, ce n'est nullement d'abrèger le temps de vie du capitalisme, de mettre fin à l'exploitation odieuse qui serait donc cette société, mais simplement de préserver l'économie nationale de la mauvaise gestion que lui inflige Giscard d'Estaing.

### LE 22<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCF LA CONFIRMATION DES RENIEMENTS PASSÉS

La société du programme commun, celle préfigurée au 22<sup>e</sup> congrès du PCF, même si ce n'est pas tout à fait la préservation du capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui, ce n'est en rien la société socialiste que les travailleurs appellent de leurs vœux. Dépossédant certains capitalistes de leurs propriétés, instaurant une couche de nouveaux capitalistes, dirigeants de ces entreprises nationalisées, le capitalisme d'Etat que veulent instaurer les révisionnistes signifierait pour les travailleurs, le maintien et le renforcement de leur exploitation : les ouvriers de Renault ou de la SNCF, si souvent cités en exemple par les révisionnistes témoignent par leurs luttes répétées que les bagnes dans lesquels ils travaillent n'ont rien à envier aux autres bagnes capitalistes.

La tenue du 22<sup>e</sup> congrès du PCF est venue confirmer aux travailleurs de ce parti qui s'interrogent sur la nature des orientations fixées par Marchais, leur contenu complètement et irréversiblement bourgeois. Prêts à tout, pour nouer leur alliance réactionnaire, afin de forger ce capitalisme d'Etat, les révisionnistes ont tenu à rendre, à ce congrès, plus explicites encore tous leurs reniements.

Plus de références, mêmes formelles au concept léniniste de dictature du prolétariat, puisqu'il a peur des couches bourgeoises que veut rallier le PCF.

Plus de poing levé de prolétaires, puisqu'il fait trop explicitement référence aux générations d'ouvriers communistes, qui ont lutté depuis des décennies, pour la révolution prolétarienne pour la fin du capitalisme et la disparition des exploités.

Levant entièrement le masque, Marchais développe toutes les promesses à ces couches promises au devenir de nouveaux bourgeois : extension de leurs libertés, de leurs droits, de leurs privilèges, de leur pouvoir dans l'entreprise comme à l'extérieur.

Et pour les travailleurs ? Rien ! Dans les usines, désormais nationalisées, ou chez les petits patrons qui devront continuer de travailler et d'être exploités par leurs nouveaux patrons. S'ils se mettent en grève, ils se verront accusés de faire le jeu de la «droite», de saboter l'économie nationale. Et s'ils persistent dans leurs luttes ? Ils devront affronter comme aujourd'hui, les CRS et la police, qui, le PCF l'a promis, seront reconduits tels que dans leurs attributions par un gouvernement de gauche.

Déjà aujourd'hui, dans leurs luttes, dans leurs affrontements avec les capitalistes en place, les travailleurs se heurtent aux révisionnistes et à leur répression.

Le 22<sup>e</sup> congrès, l'attitude dans les luttes, autant de raisons qui poussent les travailleurs à demander de plus de en plus de comptes, à ce parti. Surtout que la stratégie d'Union de la Gauche, définie par le PCF pour arriver au pouvoir, suscite pour les travailleurs de nouvelles interrogations. Au fur et à mesure que la «gauche» devient électoralement majoritaire, se confirme inévitablement le poids dominant pris par le PS dans la coalition, les dernières canones viennent d'en fournir une nouvelle démonstration. Depuis de longs mois, le PCF tentait d'affaiblir son allié, rappelant son passé, sa collaboration de classe, l'accusant de trahir ses engagements. Ce faisant, en révélant, partiellement, la vraie nature du PS, tout en n'arrivant pas à stopper sa progression, le PCF se désavoue lui-même.

Sur ces bases, de nombreux camarades ont rompu avec leur ancien parti prenant progressivement conscience de la nature complètement bourgeoise de cette organisation de son programme, de son action. Certains ont rejoint notre Parti. Il est possible aujourd'hui d'amplifier ce mouvement, d'aider ces camarades, qui aspirent à la révolution, à ouvrir les yeux et à prendre leur place dans le combat conscient contre le révisionnisme.

### LA CLASSE OUVRIÈRE VISÉE PAR LA RESTRICTION DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Contesté en profondeur et dans tous les domaines, incapable de tracer un projet cohérent d'avenir, pas plus que de donner à court terme un impact suffisant à sa démagogie, le pouvoir bourgeois cherche néanmoins à éviter, à retarder au moins le plus possible le recours à une solution d'Union de la Gauche. D'abord parce qu'il n'a nullement envie de se faire bouculer et déloger par une nouvelle bourgeoisie avide de prendre sa place. Mais aussi parce que cette solution elle-même n'offre guère plus de garanties, étant donné l'ampleur des contradictions qui se développent entre le révisionnisme et les masses.

C'est pourquoi, derrière le masque fragile du libéralisme, ce qui apparaît de plus en plus, c'est la réalité d'une politique répressive, consciente, systématique. Nous commençons à bien connaître la répartition des rôles : Giscard, en complet veston, au coin du feu, bavarde sur un ton paternaliste et évasif, de choses et d'autres, étudie l'essentiel. Cependant que son lieutenant Poniatowski, selon ses directives, s'occupe des basses besognes, renforce l'appareil policier, organise à

grande échelle, l'emploi de la matraque, et maintenant du fusil contre les luttes populaires.

C'est la classe ouvrière qui est la première visée, puisque la nécessité d'une riposte d'ensemble se fait jour face à l'intransigeance de la politique de crise, il s'agit pour le gouvernement de la prévenir, de tenter de la briser par avance, par l'intimidation policière, par la restriction des libertés démocratiques, conquises de haute lutte par plus d'un siècle de luttes ouvrières.

Une vaste offensive est déclenchée pour affaiblir l'organisation des travailleurs dans les syndicats. Tous les moyens sont bons : entraves innombrables à l'activité syndicale, menaces, pressions, calomnies contre les militants, licenciements des délégués, tentatives pour implanter l'organisation fasciste de la CFT.

C'est le gouvernement lui-même qui a donné l'exemple, en lançant contre les libertés syndicales une attaque sans précédent, depuis le régime de Vichy : prenant prétexte d'un soi-disant complot contre l'armée, la police s'est permis d'arrêter et d'interroger de très nombreux militants et responsables syndicaux, de perquisitionner des permanences, de se saisir des fichiers. Camarades, c'est là une atteinte très grave, intolérable à nos droits, une attaque délibérée pour sonder la capacité de riposte de la classe ouvrière et préparer des attaques plus graves encore.

Le meurtre, à quelques jours de distance, de deux manifestants paysans, l'occupation militaire des vignobles du Midi, ce n'est pas là un signal d'alarme pour nous mobiliser contre toute une politique délibérée de répression et de restriction des libertés démocratiques qui se met en place.

### OU VA CE RÉGIME ?

Où va ce régime ? Avec ses opérations «coup de poing», inefficace contre le gangstérisme, mais très utiles pour ficher et intimider les larges masses, avec l'installation d'un système central ultra-moderne de fichage électronique de toute la population, avec le déchainement de campagnes officielles contre les jeunes, contre la violence, c'est-à-dire en fait contre toute résistance à la violence réactionnaire, avec l'exaltation permanente des hauts faits d'une police qui se permet de régler, dans la rue, à coups de mitraillette, ses comptes avec des gangs devenus gênants.

Où va ce régime. Eh bien, les préférences marquées de Giscard d'Estaing pour son collègue Helmut Schmidt, et son ami personnel en Espagne Juan Carlos, nous l'indiquent. Ce dont il rêve, c'est d'une synthèse entre le franquisme à visage libéral et la social-démocratie allemande, qui s'approprie de plus en plus le vieux fond nazi, jamais extirpé. Ne voit-on pas réapparaître, outre-Rhin, des lois calquées sur celles d'Hitler, comme celles qui excluent de la fonction publique toute personne suspecte de marxisme ?

Nous publions demain la suite de cette intervention

# LA VIE DU PARTI

## RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DU 21 MARS

### UNE MOBILISATION POUR LES LUTTES A VENIR

Deux heures trente, la salle de la Mutualité se remplit progressivement : délégations d'entreprises, militants des fédérations du PCR(mi), sympathisants et camarades qui sont venus assister au meeting pour connaître les propositions de notre parti dans la situation actuelle.

La première partie du meeting était consacrée aux accusations des travailleurs contre le capitalisme en crise, et aux luttes ouvrières, face à la répression, face au chômage.

#### LES LUTTES CONTRE LE CHOMAGE

Les témoignages furent particulièrement riches. Tout d'abord, ce furent les luttes contre le chômage, avec en particulier, les comités de lutte contre le chômage de Montrapon, Lyon, Vitry, etc... Une ménagère âgée, de Vénissieux vint dire comment, grâce au comité de lutte

contre le chômage, elle avait repris confiance dans la lutte : «je suis fière d'être au PCR car il m'a redonné courage» devait-elle ajouter. Les comités de lutte contre le chômage tracèrent leurs actions, leurs premières victoires et les perspectives d'unité populaire.

Bretoncelles, Rhodia Belle Etoile, la SMN de Caen, autant d'interventions qui illustrèrent les luttes contre le chômage. C'était, de l'avis de tous les spectateurs interrogés, des interventions qui montraient qu'il est possible de lutter, qui répondaient aux questions que se posent les travailleurs sur la façon de lutter aujourd'hui.

Dans un montage diapositives, illustrant ensuite la répression, les CRS et Giscard s'attiraient des sifflets. Ce fut l'introduction aux accusations apportées par les travailleurs à la tribune. Une camarade de CGEE de Lyon disait avec particulièrement de force son dégoût devant l'interrogatoire qu'elle a dû subir ainsi que même

ses jeunes enfants, par les flics, à la suite de la distribution d'un tract. Une camarade de Grenoble de la Cité Mistral, montrait qu'il est possible de s'organiser pour faire face à la répression anti-jeunes de la bourgeoisie. Papinski, l'instituteur radié de l'enseignement vint aussi témoigner pour dire combien il était nécessaire que les ouvriers s'emparent de la question de l'école. Un représentant du MAJ (Mouvement d'Action Judiciaire) évoqua la crise idéologique dans l'appareil judiciaire, la répression, et insista sur la nécessité pour la classe ouvrière de diriger la lutte sur ce terrain. C'est une conclusion du même ordre que tirèrent, dans le domaine de la santé, les représentants du CLISACT, (santé, accidents du travail), qui soulignèrent la nécessité de l'intervention des masses sur cette question pour faire aboutir des luttes contre la santé capitaliste.

#### POUR QU'ON SOIT TRAITES COMME DES HOMMES

Sous les applaudissements, un camarade mineur de Liévin, vint raconter comment «à Liévin quelque chose a bougé». Il parla de la réunion tenue la veille avec le juge Pascal, et de son succès : «nous avons pu constater que de nombreux syndicalistes étaient parmi nous, et ceci est clair : les syndicats vendus perdent de leur pouvoir». Sous les applaudissements enthousiastes, il déclara «si certains alliés des capitalistes et des Houillères croient que cela va vers l'oubli, et bien ils se trompent car nous sommes décidés plus que jamais à lutter afin qu'éclate la vérité et châtier les assassins de nos camarades». Mais c'est surtout la fin de cette intervention qui souleva les cœurs, quand le camarade mineur s'exclama : «à la vue de cette salle remplie, je voudrais faire un vœu et pouvoir dans un avenir prochain voir à Liévin autant de camarades se battre et bâtir avec vous un vrai monde où ceux qui peinent et meurent au fond de la mine soient traités, comme le dit l'Internationale, comme des hommes et non des chiens».

Les questions soulevées par l'assassinat à Montredon d'Emile Poytes par les CRS, la question de l'unité ouvriers paysans étaient au centre de l'intervention du camarade de la Drôme, qui, expliquant à la salle enthousiaste les luttes des petits paysans, en illustrant avec le capitalisme à la campagne, fut chaleureusement applaudi quand il lança le mot d'ordre d'unité avec la classe ouvrière.



Enfin, les luttes ouvrières récentes étaient à l'honneur, avec la SNAV, la SAVIEM, Bourgogne Electronique, et un camarade d'Orléans qui donna un tour très offensif dans son explication de la progression politique des luttes dans la région d'Orléans, et qui illustrait l'ensemble des luttes en montrant la nécessité de les poursuivre en renversant les obstacles politiques rencontrés.

Gilles Servat fit l'unanimité dans la salle avec ses chansons, qui, tout en illustrant les combats du peuple, savent s'inspirer de la musique bretonne.

L'intervention centrale du PCR (mi), les perspectives politiques qu'elle traça, étaient fort attendues de tout le public qui venait pour voir les propositions de luttes du PCR (mi).

Ainsi, cette intervention qui venait après les interventions de la première partie, traçait clairement la voie de la lutte, la voie de la construction du parti communiste de type nouveau, contre la bourgeoisie, contre le révisionnisme. Elle répondait aux questions brûlantes que se posent aujourd'hui les masses populaires face à la crise et l'usure des forces politiques de la bourgeoisie qui n'ont plus rien à proposer.

Le meeting n'en était pas pour autant terminé : un camarade de l'UCJR prit la parole pour tracer les axes de lutte de la jeunesse. Il fut suivi, dans le cadre du débat sur l'unité entre les révolutionnaires, d'une intervention d'un représentant de l'OC-GOP.

#### SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE

La révolution en France, dont le rassemblement ouvrait la perspective, ne peut être un seul instant séparée de la révolution prolétarienne mondiale. Aussi, le meeting devait se terminer, dans la soirée, par une importante partie internationale. Les camarades des pays européens voi-

sins prenaient la parole : tout d'abord, sur l'Espagne, des membres révolutionnaires des Commissions Ouvrières, qui jouent un grand rôle dans l'organisation des luttes.

Des camarades de l'O.R.T. et du FRAP parlaient également. Un responsable du PCMLI apportait la solidarité de la classe ouvrière italienne. Sur le Moyen-orient, lieu décisif des contradictions mondiales, la présidente de la GUPS affirmait la volonté du peuple palestinien de

poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, en rejetant tous les complots de «négociation», et un camarade de l'Union des Etudiants Irlandais faisait état des souffrances et des luttes de leur peuple. Proches alliés de notre classe ouvrière, les peuples des colonies de la France ont ensuite animé un débat (AGEG, UNECAS et ASEC).

Enfin, un film retraçant la lutte du peuple sahraoui, après un message de l'Union des Travailleurs Sahraouis.

#### AU STAND DU COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE D'HÉROUVILLE

«Je travaille à la Saviem à Caen et je suis venu avec le Comité de lutte d'Hérouville dont ma femme faisait partie. Avec le comité, à 15, on a empêché une coupure d'électricité chez moi. J'ai compris que pour obtenir des choses il fallait être groupé. Au départ, je ne voyais pas bien le lien entre le comité et le PCR. Petit à petit, je me suis rendu compte que le «côté social» de ce que je faisais avait des limites et que pour que

ça change, il fallait que j'aille plus loin.

Les travailleurs qui ont parlé sont des gens sincères qui ont des choses justes à dire. La façon dont ils luttent, leur expérience nous donnent envie de se battre pareil chez nous.

Maintenant, il faut que je discute à fond du PCR avec les camarades de la Saviem, je crois que je ferai bientôt partie de leur cellule».

CIT-ALCATEL - Lille

#### Quelques échos

Ce meeting m'a remobilisé. Je travaille dans une boîte de femmes et lutter pose souvent des problèmes par rapport au mari, aux enfants. Parce que les femmes sont peu politisées, on se dit quelques fois, qu'on n'y arrivera pas. L'intervention de la camarade de Bourgogne Electronique m'a montré que c'était possible.

«Pour moi, ce rassemblement a été important. Nous avons pris des contacts avec d'autres comités de Lutte Contre le Chômage, et Comité de Lutte de quartier, pour pouvoir échanger nos expériences, les coordonner. Nous avons aussi montré aux gens qu'il était possible d'empêcher les coupures de courant, qu'on pouvait reloger des gens, obtenir des transports gratuits pour les chômeurs, en s'unissant pour lutter. Nous espérons que notre expérience permettra à d'autres camarades de monter des Comités de Lutte ailleurs en France».

Une femme du Comité de Lutte Contre le Chômage Hérouville

#### Au stand du Quotidien du Peuple

« Nous avons vu beaucoup de lecteurs du journal, qui s'arrêtaient dès l'entrée pour discuter des panneaux affichés, d'articles, avec les journalistes présents.

Ça a été pour nous l'occasion d'avoir un contact direct avec nos lecteurs, de voir ce qu'ils pensaient du journal. Les critiques qu'ils formulaient nous ont permis de voir avec eux les contributions qu'ils pouvaient apporter au journal pour le transformer. Beaucoup sont repartis se rendant compte du rôle qu'ils jouaient dans l'information du quotidien et prêts à le prendre en main. Des lecteurs isolés sont venus demander du matériel pour faire connaître le journal autour d'eux et pour demander à devenir correspondants. D'autres, qui avaient commencé à utiliser le quotidien autour d'eux dans des discussions comme moyen de mobilisation, venaient aussi pour discuter du Parti, pour mieux connaître nos propositions par rapport au travail qu'ils voulaient développer.

C'est autour de nos tables que les gens s'arrêtaient, avant de repartir pour parler du rassemblement, de ce qu'il leur avait apporté : une meilleure compréhension de la situation politique aujourd'hui, et l'envie de lutter sur les propositions faites par le Parti. »



# LA VIE DU JOURNAL



**ORGANE CENTRAL  
DU PARTI COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)**

ALSACE  
MINES DE PARIS  
ALLEN  
FEDERES  
COMMUNE DE PARIS  
ORDRE



**18 mars 1871  
Paris insurge...  
ET CE FUT  
LA COMMUNE**

N° 5 - Nouvelle série  
MARS 76 - 5 F

**EST PARU**

**PASSEZ VOS COMMANDES...**

à Front Rouge  
BP 68  
75 019 PARIS  
CCP 31 191 14 La Source

## APPEL D'AMIENS A UNE COORDINATION NATIONALE POUR LE 10 AVRIL

Après la manifestation nationale du 18 mars qui a montré la détermination et la volonté de lutte des étudiants, il est plus que jamais nécessaire d'offrir des perspectives claires et mobilisatrices pour l'après-Pâques.

Le développement des grèves ces dernières semaines, aussi bien à Paris qu'en province, montre l'urgence d'une nouvelle coordination nationale. Son rôle sera de centraliser les luttes étudiantes et de leur donner des objectifs et des plate-formes d'action unifiantes qui rassembleront toutes les facultés en lutte et en grève.

dat par U.E.R. en grève quand toutes les autres ne le sont pas, sans que l'ensemble des mandats ne puisse dépasser les 5 maximum par Université. Les U.E.R. devront agir en conséquence.

- en fonction des critères de représentativité Amiens prendra les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de la coordination.

Nous pensons d'autre part qu'il est souhaitable que chaque université prépare cette coordination par des débats aussi larges que possible sur les revendications à avancer et par l'envoi de délégués sur des

mandats précis. En cas de positions divergentes ou contradictoires, nous souhaitons que l'élection des délégués tienne compte des diverses tendances représentatives.

Enfin, la coordination des Comités de Grève de l'Université de Picardie ne tient pas à imposer un diktat mais n'accepte d'engager sa responsabilité que si ces garanties démocratiques sont acceptées par l'ensemble des facultés.

A Amiens le 19/3/76,  
la Coordination des Comités de Grève



Néanmoins, Nantes et Tolbiac l'ont prouvé, l'unité du mouvement étudiant n'est possible que si cette coordination présente toutes les garanties de démocratie et de représentativité.

C'est pourquoi Amiens n'accepte d'organiser cette coordination que dans la mesure où les propositions de la coordination des Comités de Grève de l'Université de Picardie sont acceptées dans toutes les facs.

Nous réclamons donc :  
- seules les facs en grève à la date du 10/4/76 ont vote décisif.

- nous pensons que la bonne formule serait 5 mandats par Université en grève et un man-

### LA COORDINATION DES COMITÉS DE GRÈVE DE L'UNIVERSITÉ DE PICARDIE COMMUNIQUE

« Suite à la manifestation nationale des étudiants qui a rassemblé près de 30 000 personnes, l'Assemblée générale des étudiants en grève d'Amiens :

- condamne l'attitude des deux UNEF qui dès le départ du cortège ont voulu imposer leur sigle à une manifestation unitaire,
- dénonce tout particulièrement l'UNEF-Provence dont les tentatives répétées de faire passer leurs banderoles devant le cortège d'Amiens les ont amené à frapper un de nos camarades à coups de bâtons...

Ces méthodes intolérables, ces pratiques anti-démocratiques, sont réprochées par toutes les tendances du mouvement étudiant que rassemble cette A.G.

C'est pourquoi nous demandons à la coordination des Comités de Grève parisiens de faire en sorte qu'à l'avenir toutes dispositions soient prises pour que de tels faits ne se renouvellent plus et que ces organisations s'effacent devant les cortèges unitaires et représentatifs des étudiants en lutte. »

Amiens le 19 mars 1976

Motion votée à l'unanimité moins 7, contre 2 abstentions

MENSUEL 3 F  
MARS 76

# brisons nos chaînes



**FAIRE DE NOS SYNDICATS UN OUTIL  
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE NOS LUTTES**



**SOMMAIRE**

- Editorial : Pour servir le développement des luttes... p. 2
- Documents d'O.S.R. p. 3 à 7
- Défendre nos droits ! p. 8 à 9
- « Dix ans d'unité d'action CGT-CFDT » p. 10 à 11
- Militier à la CGT ? p. 12
- Commerce, FPA, « Boutchouc, PTT : luttes dans le syndicat » p. 13 à 15
- Contributions pour le 37<sup>e</sup> Congrès CFDT p. 16 à 17
- Paysans en lutte... p. 18 à 20
- Transports gratuits pour les chômeurs ! p. 21
- Un comité de liaison sur la santé et condition de travail, pourquoi ? p. 22
- Solidarité avec l'Espagne en lutte ! p. 23
- Des moyens pour « Brisons nos chaînes »... p. 24

PASSEZ VOS COMMANDES A Brisons nos Chaînes  
BP 208 - 75865 PARIS CEDEX 18

**JE M'ABONNE**

1 AN	300 F
6 MOIS	150 F
3 MOIS	80 F
1 MOIS	30 F

Envoyez à :  
Le Quotidien du Peuple  
BP 225  
75 924 Paris Cédex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....

**TELEPHONEZ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**  
208-65-61 PARIS de 9 H à 17 H

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)  
Adresse postale :  
BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## PARMI VOS LETTRES

### UNE TAXE QUI RAPPORTE

Lorsque dans un CES, des enfants sont envoyés en stage d'apprentissage dans une entreprise cette dernière doit verser pour ce droit à l'exploitation une taxe à l'établissement scolaire. Or cette taxe, loin de lui coûter lui rapporte : en effet elle s'effectue bien souvent en nature et non en argent ce qui permet au patron de liquider au prix maximum de vieux stocks (exemple tissus) devenus invendables. - d'un rapport nul ou tout comme - la valeur qu'acquiert ces vieux stocks lors de cette transaction CES-entreprise est alors déductible comme frais des revenus de l'entreprise capitaliste donc au niveau des impôts elle constitue un gain. Voilà comment dans la société capitaliste on transforme une taxe en revenu !

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Les patriotes et les anti-fascistes de Turquie emprisonnés en Allemagne Fédérale, Omer Ozerturgut et Hatice Yurttas ont été libérés, il y a dix jours. Ils n'ont pas été extradés vers la Turquie de la dictature fasciste, parce que, les anti-fascistes et les anti-impérialistes conséquents des peuples d'Europe ont exprimé leur solidarité militante et leur soutien total pour leur libération.

Le patriote Mustafa Tutkun reste toujours dans la prison de Cologne pour avoir participé à la grève de Ford en 1973. Le juge Somoesky (connu par ses positions nazies) n'a rien trouvé d'autre que de l'accuser de sa participation à la grève de Ford, l'usine où il travaillait.

Consolidons notre solidarité avec Mustafa Tutkun et Baha Targun (un des dirigeants de la grève de Ford, emprisonné depuis 1974).

Continuons notre lutte pour leur libération immédiate et le droit d'asile. Tous unis nous vaincrons.

Les Marxistes Léninistes AYDINLIK de Turquie

# «NOW ROUZ» NOUVEL AN IRANIEN

«Le printemps de la Nature coïncide aujourd'hui avec un renouveau des luttes du peuple iranien» ont déclaré les camarades de l'Union des Etudiants Iraniens en France au cours de la soirée qu'ils avaient organisée pour célébrer le «Now Rouz» (Nouvel an iranien). En effet, l'année 1975 a été marquée par de nombreuses luttes de toutes les couches du peuple iranien - en particulier de la classe ouvrière - contre le régime sanguinaire du chah. La soirée de vendredi, qui s'est déroulée devant une salle comble et enthousiaste, se voulait, à travers les spectacles présentés, le reflet fidèle de ces luttes.

Le régime du Chah n'a pas épargné le domaine de la culture. La censure impitoyable est située directement sous le contrôle de la SAVAK et s'exerce sur tous les aspects de la vie artistique : littérature, cinéma, théâtre etc... Mais cela ne suffit pas au Chah. En fidèle serviteur des intérêts de l'impérialisme américain, il modèle son système éducatif sur celui de la bourgeoisie américaine. Ainsi, les enfants des paysans iraniens apprennent à lire dans des traductions de livres scolaires américains ! C'est d'ailleurs la société américaine Franklin qui possède le monopole de l'édition scolaire. Elle est aussi la plus importante société d'édition de l'Iran, notamment dans le domaine du livre de poche. La télévision, le cinéma, les journaux et les magasins diffusent très largement une idéologie réactionnaire qui vise à détourner le peuple iranien (et, plus spécialement, la petite bourgeoisie urbaine) de la lutte, et à imposer aux masses un modèle de consommation adapté aux intérêts de l'impérialisme. Le plus grand succès récent de la télévision

iranienne a été la diffusion du feuilleton américain : «Peyton Place» ! Cette soumission à l'impérialisme US se manifeste également par l'orientation du système universitaire chargé de former des ouvriers qualifiés et des techniciens utilisables dans les industries de montage et de biens de consommation que l'impérialisme cherche à implanter dans la région.

Mais la nouvelle vague des luttes populaires, et les premières tentatives d'opposition armée au régime du Chah ont entraîné un débat chez les intellectuels et une prise de conscience. En face de «l'Association des Ecrivains Iraniens», complètement inféodée au régime, les écrivains progressistes ont fondé le «Foyer des Ecrivains Iraniens». De nombreux intellectuels ont rompu avec la tradition d'auto-censure et ont développé des éditions clandestines dont le tirage atteint souvent des chiffres importants, et qui sont diffusées à travers tout le pays. Depuis 1968, nombreux sont ceux qui ont été arrêtés, sauvagement torturés, condamnés à de lourdes peines

de prison, voire même exécutés, comme K.GOLSOR-KHI, fusillé en 1973, qui écrivait dans un de ses poèmes :

*«Il faut, compagnons que nous sachions aimer,  
Rugir il vous faut à l'image de la Caspienne,  
Que nos cris se confondent  
Même s'ils manquent de clarté.  
Il est temps de faire un chant de tout cœur qui bat,  
Un drapeau de tout sang qui chante sa couleur.  
Il faut que notre cœur  
Soit chant et drapeau  
A chaque matin d'Alboz  
Il faut que nous soyons plus près les uns des autres.»*



Samad Behrengui, un intellectuel au service du peuple

Malgré cette répression féroce de la SAVAK, de nombreux intellectuels ont cherché à se lier du peuple, à parler dans leurs œuvres de sa vie, de ses luttes, de l'exploitation qu'il subit.

S. Behrengui, par exemple, qui écrit des contes pour enfants dénonçant le régime du Chah, et voyagea de village en village pour apprendre à lire et à écrire aux paysans, et leur enseigner leur passé.

L'essor des luttes a entraîné un développement important des œuvres de combat. Un exemple particulièrement pathétique est «l'épopée de la Résistance», écrit par A. Dehghani, après son évasion de la prison d'Evine en 1973. C'est de ce livre, témoignage poignant sur la torture et la résistance des détenus politiques en Iran, que ce sont inspirés les camarades qui ont réalisé la pièce présentée vendredi soir. Utilisant des procédés scéniques très simples (par exemple, des ombres chinoises pour évoquer les scènes de torture), la pièce mettait en valeur le courage indomptable d'A. Dehghani face à ses bourreaux, et renforçait la détermination de lutter des spectateurs.

Les chants de la chorale de l'UEIF, rappelaient les luttes menées par le peuple iranien contre l'impérialisme britannique dans les années 50, mais aussi les luttes récentes contre le chah. L'exécution, pendant la soirée, de deux airs de musique traditionnelle et de chants folkloriques montrait comment ces chants patriotiques puisent leur source dans la culture populaire iranienne. Grâce à la participation du «Groupe de musique arabe», de chanteurs espagnols et d'Amériquien du Sud, nos camarades iraniens ont pu également montrer que la lutte de leur peuple s'inscrivait et venait renforcer celle de tous les peuples opprimés contre l'impérialisme.

J.P. Boulogne

## TÉLÉVISION

MARDI 23 MARS

TF 1

- 18 h 15 - A la bonne heure
- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Gala du midem
- 21 h 30 - Lettres d'un bout du monde - Emission de J.E. Jeanneron : L'Inde Seconde partie : maîtres et intouchables.
- 22 h 30 - Questionnaire : Jean Dubois : le malaise des cadres
- 23 h 30 - Journal

A 2

- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Les dossiers de l'écran : Moïse sixième et dernier épisode
- 23 h 15 - Journal

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash journal
- 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
- 20 h 30 - Westerns, aventures, «Chisum» Film américain d'A. Mc Laglen (1970), avec John Wayne
- 22 h 15 - Journal

## feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

E. Snow raconte la vie de Chou Teh, qui commande les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Armées rouges de Campagne.

50<sup>e</sup> épisode  
LE «CHEF DES CUISTOTS»

### UNE GRAVE DÉCISION

Chou Teh rejoignit son ancien supérieur et compatriote yunnanais, Tchou Pei-tō, dont le pouvoir, dans l'armée du Kouomintang, ne le cédait qu'à celui de Tsiang Kai-chek. Lorsqu'en 1927 les forces du général Tchou Pei-tō occupèrent plusieurs provinces au sud du Yang-tze, il nomma Chou Teh chef de la police de Nan-tch'ang, capitale du Kiangsi. Chou Teh prit aussi le commandement d'un régiment de cadets à l'instruction et se mit en relations avec la 9<sup>e</sup> Armée du Kouomintang qui occupait le sud de la province. Cette 9<sup>e</sup> Armée renfermait des unités qui s'étaient trouvées sous son commandement personnel au Yunnan. Ainsi la scène était préparée pour le Soulèvement de Nan-tch'ang à l'occasion duquel les communistes entamèrent contre le Kouomintang leur longue lutte ouverte pour le pouvoir.

Le 1er août 1927 fut pour Chou Teh le jour d'une grave décision. En recevant de son commandant en chef Tchou Pei-tō l'ordre de réprimer l'insurrection, Chou Teh, qui avait contribué à l'organiser, se joignit à elle, rompant ainsi ses derniers liens avec le passé, et se déclarant ouvertement communiste. Quand, après la défaite de Ho Long, il entraîna sa police et son régiment de cadets vers le sud avec les rebelles, les portes

de la ville qui se fermèrent derrière lui symbolisaient sa rupture finale avec la sécurité et le succès de sa jeunesse. Devant lui se préparait des années de lutte incessante.

### AVEC LA 16<sup>e</sup> ARMÉE

Une partie de la 9<sup>e</sup> Armée passa aussi à Chou Teh tandis que sa troupe vagabonde de révolutionnaires fonçait sur Swatow, en prenait possession, en était chassée et se retirait de nouveau sur le Kiangsi et le Hounan. (...)

Ils ne s'appelaient pas alors Armée rouge, mais prirent le nom d'Armée nationale révolutionnaire. Après la retraite du Foukien, les désertions et les pertes en tués et blessés avaient réduit les forces de Chou Teh à neuf cents hommes et cinq cents fusils, une mitrailleuse et quelques cartouches pour chacun.

Dans cette situation, Chou Teh accepta l'offre de se joindre au général Fan Che-cheng, un autre Yunnanais dont l'armée nombreuse était cantonnée au sud du Hounan et qui, quoique n'étant pas communiste, tolérait les communistes dans son armée, espérant se servir d'eux politiquement contre Tsiang Kai-chek. En tant que Yunnanais, il était aussi enclin à donner refuge à des compatriotes. Les hommes de Chou Teh furent incorporés sous la dénomination de 140<sup>e</sup> Régiment et il devint le conseiller politique principal de la 16<sup>e</sup> Armée. Et c'est là qu'il échappa de justesse à la mort.

### UN COMLOT

L'influence communiste dans l'armée de Fan Che-cheng s'accrut rapidement, et bientôt une faction antibolcheviste, liée en secret à Tsiang Kai-chek, monta un coup contre Chou Teh. Une nuit qu'il logeait dans une auberge avec seulement une quarantaine de ses hommes, il fut attaqué par une bande commandée par Hou Ki-long, chef du complot. Le tir commença aussitôt, mais il faisait nuit et les assassins n'y voyaient goutte. Lorsque plusieurs d'entre eux tinrent Chou Teh sous la menace de leurs pistolets, il cria : «Ne tirez pas sur moi, je ne suis que le cuisinier ! Ne tuez pas un homme qui peut cuisiner pour vous». Les soldats hésitèrent et Chou Teh fut conduit au-dehors pour être examiné de plus près. Il fut reconnu là par un cousin de Hou Ki-long, qui cria : «C'est Chou Teh ! Tuez-le !» Mais Chou Teh tira une arme dissimulée dans ses vêtements, tua l'homme, maîtrisa son gardien et prit la fuite. Cinq seulement de ses hommes s'échappèrent avec lui.

Cet incident explique le sobriquet sous lequel Chou Teh est connu depuis lors dans l'Armée rouge : le «Chef des Cuisiniers».

Ayant rejoint son régiment, Chou Teh informa Fan Che-cheng qu'il se retirait, sur quoi, dit-on, Fan Che-cheng lui fit présent de 50 000 yuan pour garder ses bonnes grâces, car le problème de Tsiang Kai-chek n'était pas encore réglé, et des alliés francs-tireurs comme ces jeunes communistes, qui avaient une influence considérable sur beaucoup de ses officiers et de ses hommes ne pouvaient être traités avec dédain.

(à suivre)

# AMÉRIQUE DU SUD

## OPPRESSION ET REVOLTE DANS LE CHILI DE PINOCHET

(1) L'échec économique de la junte ou les avatars du

### «libéralisme sauvage»

PAR ALAIN LABROUSSE

A la suite d'un mouvement de grogne à l'intérieur de l'armée, le gouvernement chilien a démissionné le 5 mars. Déjà en avril 1975, une nouvelle équipe avait été mise en place pour «relancer l'économie chilienne». La situation est aujourd'hui tellement catastrophique qu'un certain nombre de militaires sont inquiets et mettent en garde l'imperturbable Pinochet.

#### LES CHICAGO'S BOYS EN ÉCHEC

La politique économique de la dictature chilienne a été mise en place par un groupe de spécialistes formés, on s'en doutait, aux Etats-Unis. Ce sont des disciples de Milton Friedman, directeur du Département d'économie de l'Université de Chicago. D'où le nom de Chicago's boys qui leur est donné à Santiago. Cette «équipe» universitaire dont le capitaine est le ministre de l'économie Jorge Cauas, si elle ne marque pas de paniers, ne remplit pas non plus celui de la ménagère !

Pour eux, toutes les difficultés du Chili sous les gouvernements précédents, proviennent d'une intervention excessive de l'Etat. Il faut donc laisser jouer à fond «l'économie de marché», c'est-à-dire la loi de l'offre et de la demande. Les résultats sont probants : en 1974, le taux d'inflation a été officiellement de 375 % et en 1975 de 345 %. Ce sont évidemment les travailleurs, dont les salaires ne suivent pas, qui sont les plus touchés. Leur pouvoir d'achat a baissé de 60 % par rapport aux années 1967 et 1968. Situation franchement tragique nous le verrons en ce qui concerne les chômeurs, 18 % de la population active, soit plus de 600 000 personnes !

Parmi ces chômeurs on compte cent mille personnes qui appartenaient aux services publics et qui ont été licenciés dans le cadre de la nouvelle politique «d'austérité de l'Etat».

#### DENATIONALISATION DE L'ÉCONOMIE ET ANNULATION DE LA RÉFORME AGRAIRE

Ne s'arrêtant pas en si bon chemin, les Chicago's boys ont entrepris de démanteler le secteur d'Etat dans l'industrie... au profit de monopoles privés ou nord-américains. C'est ainsi que sur les 400 entreprises que gérait la CORFO, organisme d'Etat, 384 seront vendues à des groupes capitalistes privés qui jouiront de grandes facilités de paiement. L'ancien président démocrate chrétien Eduardo Frei, qui a pourtant été un agent de la pénétration des monopoles impérialistes dans son pays de 1964 à 1970, affirme à ce propos : «La CORFO a vendu à Firestone 70 % des actions de la MANESA (fabrique de pneus) et à Parson and Whitmore, la fabrique de cellulose d'Arauco dont les perspectives d'avenir étaient vitales pour cette région et qui constituait un des meilleurs atouts du Chili sur les marchés internationaux.» (1)

Sur les 5 809 domaines représentant dix millions d'hectares qui avaient été touchés par la réforme agraire des gouvernements Frei et Allende - avec toutes ses limitations et ses ambiguïtés - 1 117 ont été rendus intégralement, et 1 828 partiellement, à leur propriétaire, entre septembre 1973 et février 1975. Les terres restituées par les militaires sont évidemment les meilleures et celles qui avaient bénéficié des investissements les plus considérables. Les autres ont été le plus souvent partagés en petits lopins entre les paysans. Comme sans aide de l'Etat, ces derniers connaîtront les plus grandes difficultés, ils seront sans doute obligés de les revendre peu à peu.

#### UN BILAN CATASTROPHIQUE

Même si on pouvait se placer sur le terrain des économistes de la junte, et faire

(1) «Les commandements de l'histoire et les exigences de l'avenir» dont «le Monde» a publié une version condensée du 5 au 7 mars.

abstraction des terribles souffrances qu'elle impose au peuple, leur politique se solde par un échec. Le déficit de la balance commerciale a atteint 229 millions de dollars en 1974. On ne connaît pas les chiffres pour 1975. Mais il est douteux que la situation se soit améliorée malgré une réduction de 40 % des importations. Cette réduction touche en particulier des produits alimentaires de base. C'est donc une fois de plus les masses populaires qui n'auraient d'ailleurs pas la possibilité matérielle de les acquérir, qui sont le plus directement touchées.

La production industrielle a diminué de 20 %. Les travaux publics de 34 %. Le produit intérieur brut sera inférieur de 8 % à ce qu'il était l'année précédente. Après le coup d'Etat, il fallait 280 escudos pour acheter un dollar. Aujourd'hui, il en faut 5 700. La dette extérieure dépasse 5 milliards de dollars.

La baisse du prix du cuivre sur le marché mondial en 1975, après une période particulièrement faste l'année précédente, risque d'aggraver encore les difficultés de la junte. Face à l'augmentation des stocks mondiaux, le Chili s'est d'ailleurs engagé à réduire sa production.

Mais les masses populaires ne sont pas les seules victimes de la junte. Les petites et moyennes entreprises sont également touchées par sa politique. On constate par exemple qu'à Santiago et dans sa banlieue, un tiers des patentes des commerçants, artisans et petits industriels n'ont pas été renouvelées en 1974. Il n'est plus rare d'entendre les chauffeurs de taxis-baromètres de la popularité d'un régime au niveau des classes moyennes - critiquer le régime devant leurs clients. Cela ne veut pas dire que ces couches soient gagnées à la révolution, loin de là. Simplement le régime est impuissant à les mobiliser aujourd'hui, alors qu'elles ont salué le coup d'Etat du 11 septembre 1973, où elles croyaient voir, la solution de leurs difficultés.

DEMAIN : LE RECORD MONDIAL DE LA RÉPRESSION



## L'ARGENTINE AU BORD DU GOUFFRE

Le 6ème ministre de l'économie depuis mai 73, Emilio Mondelli a dressé un tableau particulièrement sombre de la situation économique argentine, en annonçant récemment un «plan économique d'urgence». Ce plan a fait l'unanimité des secteurs populaires contre lui.

#### «INFLATION À LA CHILIENNE»

Le peso argentin vient d'être une nouvelle fois dévalué de 40 % par rapport au dollar, et depuis le début de l'année, le peso a perdu 560 % de sa valeur. Quant à l'inflation, elle atteint des proportions comparables à celles du Chili (335 %), si bien que toute tentative de contrôler l'économie est vaine. Tous les indicateurs économiques sont en chute libre : baisse des exportations, baisse de la production intérieure brute, baisse des réserves de devises à tel point que l'Argentine aurait été récemment en cessation de paiement. L'Argentine, qui a le triste privilège d'être le pays dont la dette extérieure est la plus forte par habitant, vient d'aller mendier à Washington un nouveau prêt de 315 millions de dollars : le FMI (Fonds

Monétaire International) a accepté moyennant des mesures draconiennes que «comme par hasard» propose justement le plan Mondelli.

#### LA PÉNURIE S'INSTALLE

En attendant, c'est la misère pour des millions de travailleurs qui doivent supporter chaque jour l'insupportable : la faim. La pénurie s'installe à Buenos Aires depuis la semaine dernière : des produits de base comme le pain, la pomme de terre, le lait, le beurre, etc, ont augmenté et sont difficiles à trouver car les commerçants stockent en espérant faire encore monter les prix. Mais surtout, la viande, base de l'alimentation argentine a pratiquement disparu des boucheries et est introuvable après 9 heures du matin.

#### L'APPLICATION DES RECETTES DU FMI

C'est ainsi qu'un diri-

geant du Parti radical a qualifié le Plan Mondelli. Ce plan pour 6 mois prévoit dans l'immédiat des augmentations des tarifs des services publics allant de 60 à 150 % et une augmentation des salaires de 12 %. Il s'agit de freiner à tout prix les dépenses des services publics en licenciant 80 000 fonctionnaires. Devant l'ampleur des réactions,



quelques aménagements ont été introduits (les salaires seront augmentés de 20 %, et un Institut National de la rémunération, de la production et de la productivité sera enfin créé) mais l'essentiel demeure de faire taire «les réclamations qui stérilisent l'effort d'ensemble».

Le chaos économique se double d'une aggravation de la crise politique. Dans la seule journée du 11, c'est 14 personnes qui ont été enlevées par la trois A (Alliance Anticomuniste Argentine) et c'est par milliers qu'il faut compter les assassinats de militants politiques et syndicaux, les arrestations, les tortures. Les inconditionnels de Mme

Peron diminuent chaque jour, et le justicialisme se débat au milieu de ses contradictions internes. Récemment, la Confédération Générale Economique qui regroupe les petites et moyennes entreprises vient de «lâcher» le gouvernement en déclarant que le Plan Mondelli était néfaste.

#### UNE COMBATIVITÉ OUVRIÈRE EXCEPTIONNELLE

Mais le facteur déterminant de la situation, ce sont les luttes ininterrompues de la classe ouvrière. Mars en Argentine, après l'été austral, c'est comme la rentrée de septembre en France. Dès l'annonce du Plan, 4 000 ouvriers de Córdoba se sont mis en grève pour des augmentations de salaires : le 10 mars, la grève s'étendait aux ouvriers des provinces de Santa Fé, Mendoza et autour du grand Buenos Aires. A Buenos Aires, en particulier, les ouvriers de la Mécanique, de la Métallurgie et de l'automobile (Ford, Peugeot, Général Motors et Deutch) se mettaient en grève.

#### LES COORDINATIONS, UNE ORGANISATION DE CLASSE INDÉPENDANTE

Au moment où les luttes ouvrières se développaient, la CGT, bureaucratie syndicale péroniste, essayait de se réunir pour tenter d'analyser le Plan, quand elle n'intervenait pas ouvertement pour dissuader les

ouvriers de faire grève, comme le bureaucrate Antonio Navarro s'y employait à Haado (Buenos Aires).

La question qui se trouve posée, à travers toutes ces luttes de la classe ouvrière, c'est la possibilité de leur donner une orientation politique indépendante, et des formes d'organisation indépendantes, sur le plan des luttes revendicatives. La réponse à ce problème, sans laquelle la classe ouvrière risque de payer très cher une combativité exceptionnelle, les coordinations tentent de la donner en partie. Il s'agit d'organisations de masses indépendantes de la bureaucratie syndicale officielle, qui fonctionnent par branches de production et qui entendent mener une lutte résolue pour la défense des salaires et contre la répression.

Ce sont ces formes d'organisation de classe qui sont les plus visées aujourd'hui par la lutte contre ce que la bourgeoisie argentine et l'impérialisme US appellent la «Guerilla industrielle». Ce sont aussi ces coordinations qui sont les plus riches de promesses, à l'étape actuelle.

Hélène VARJAC